



CELA S'EST PASSÉ À LONDRES

UN CONDUCTEUR DU MÉTRO SUSPENDU POUR AVOIR FAIT SCANDER «FREE PALESTINE !» AUX PASSAGERS

Lire en page 2



FORMATION PROFESSIONNELLE

DES STAGIAIRES DE PLUSIEURS PAYS AFRICAINS À L'ÉCOLE ALGÉRIENNE

Lire en page 5

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION, MERCREDI 25 OCTOBRE 2023 // N°669 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

LE 26^E SALON INTERNATIONAL DU LIVRE D'ALGER (SILA) S'OUVRE AUJOURD'HUI
TAPIS ROUGE POUR LA LITTÉRATURE AFRICAINE

Lire en page 16



CAN-2023 :
LA CAF DÉVOILE LE BALLON OFFICIEL DE LA 34^E ÉDITION BAPTISÉ « LAURENT POKOU »

Lire en page 11



SMARTPHONES, TÉLÉ, TABLETTES, ORDINATEURS...
LUMIÈRE BLEUE DES ÉCRANS : QUELS EFFETS SUR LA SANTÉ ?

Lire en pages 8 et 9



ELLE PARTICIPE À UNE SESSION DE HAUT NIVEAU DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU **L'ALGÉRIE EN PREMIÈRE LIGNE DE DÉFENSE DE LA CAUSE PALESTINIENNE**

Lire en page 3



M. TAYEB ZITOUNI ÉVOQUE LA PERSPECTIVE D'UN OBJECTIF NATIONAL À L'HORIZON 2029

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES : UN DÉFI À 30 MILLIARDS DE DOLLARS

Lire en page 6





LE CONSEIL NATIONAL ALGÉRIEN DES DROITS DE L'HOMME (CNDH) :

« L'ONU DOIT IMPÉRATIVEMENT INTERVENIR POUR SAUVER GHAZA DU NETTOYAGE ETHNIQUE »

Le Conseil national des droits de l'homme (CNDH) a appelé, lundi, l'ONU à faire pression par tous les moyens et mécanismes disponibles pour faire cesser le nettoyage ethnique auquel se livre l'entité sioniste à Gaza. Face à la situation tragique dans la bande de Gaza, qui laisse présager une catastrophe multidimensionnelle aux graves conséquences, le CNDH a rappelé, dans un communiqué, à la veille de la célébration de la Journée des Nations unies, que l'ONU "assume l'entière responsabilité de ces tragédies", ajoutant que l'organisation onusienne "doit tout mettre en œuvre pour faire cesser cette escalade sans précédent dans la violation du droit international humanitaire". A cet



égard, le CNDH souligne la "nécessité impérieuse et urgente pour l'ONU d'intervenir immédiatement pour apporter un soutien humanitaire total aux Gazaouis et les sauver du nettoyage ethnique systématique et délibéré auquel se livre l'entité sioniste contre un peuple sans défense". L'ONU doit

"prendre l'initiative de préparer une conférence mondiale inclusive pour négocier sérieusement une solution qui permette la réalisation d'une paix durable et juste et l'établissement de l'Etat de Palestine libre sur la terre palestinienne avec El-Qods comme capitale", a soutenu le CNDH.

L'OTAGE ISRAËLIENNE LIBÉRÉE :

« JE SALUE NOS RAVISSEURS, ILS ÉTAIENT TRÈS COURTOIS »

Une otage israélienne libérée par le Hamas palestinien a raconté mardi les conditions de sa captivité de plus de deux semaines dans la bande de Gaza. «Je ne pensais ou ne savais pas que je me retrouverais dans cette situation», a dit Yocheved Lifshitz, 85 ans, à la presse à Tel-Aviv, installée sur une chaise roulante, à côté de sa fille. Pendant la captivité, «ils se sont assurés que nous n'avions besoin de rien. Ils nous ont bien traités», a-t-elle déclaré. Elle a été libérée lundi soir, en compagnie de Nourit Kuper, 79 ans, également originaire du kib-

boutz Nir Oz. Leurs époux sont toujours détenus. Sa situation était meilleure pendant la captivité : «Un médecin venait tous les deux ou trois jours pour voir comment nous allions et pour s'assurer que nous avions des médicaments», a-t-elle ajouté. «Ils ont pris en compte tous nos besoins, je les salue pour ça, ils étaient très courtois. Ils s'assuraient que nous étions propres, que nous mangions. Nous mangions la même chose qu'eux», a-t-elle poursuivi, précisant qu'on l'avait installée sur un matelas. «Ils semblaient prêts pour cela, ils l'avaient préparé depuis un moment, ils avaient tout ce dont des hommes et des femmes ont besoin, même du shampooing.» Mme Lifshitz a déclaré que ses ravisseurs avaient tenté de discuter de politique avec les otages mais que ceux-ci ont refusé.

UN MAIRE "ISLAMOPHOBES" REFUSE DE PRENDRE UNE PHOTO AVEC UNE BACHELIÈRE VOILÉE

Le maire de Francheville – qui avait parrainé Zemmour lors de la présidentielle 2022 en France - a refusé de prendre une photo avec Bilqis, une jeune bachelière voilée, lors d'une cérémonie récompensant les bacheliers ayant obtenu une mention. Précisant qu'elle était la seule personne voilée, elle l'accuse d'islamophobie. «Il m'est arrivé un truc complètement scandaleux et qui montre qu'en France l'islamophobie est devenue un droit». Dans un vidéo publiée sur Tiktok, une jeune femme accuse le maire LR de Francheville (Rhône) d'islamophobie après une cérémonie organisée en l'honneur des bacheliers ayant obtenu une mention bien ou très bien qui s'est déroulée ce samedi 21 octobre.

Bilqis, qui a obtenu une mention, était donc présente parmi la cinquantaine d'élèves invités à recevoir un prix et un chèque de 100 euros de la mairie. Appelés tour à tour, chaque élève s'est vu remettre sa récompense, avant de prendre une photo avec le maire LR Michel Rantonnet, qui avait parrainé Eric Zemmour pour l'élection présidentielle de 2022. Les actes d'islamophobie, déjà en hausse en France depuis plus d'une année, sont encore plus quotidiens depuis le début des agressions israéliennes contre les Palestiniens. Gonflés à bloc par les médias mainstream à la solde d'hommes d'affaires proches de l'entité sioniste, certains citoyens se laissent facilement aller à des comportements agressifs qui renseignent sur leur état d'esprit.

LE DOSSIER DU FILS DE TARTAG DEVANT LE PÔLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED



Le fils de l'ancien chef du renseignement, Bachir Tartag, est poursuivi devant le pôle économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed pour de lourds chefs d'accusation, à savoir la corruption lors de la création de la société "World Pacific" et "le blanchiment d'argent". L'affaire est confiée au juge d'instruction de la 7^e chambre près le tribunal de Sidi M'hamed qui a informé les accusés, le 16 octobre dernier, d'une expertise judiciai-

re en cours ; plusieurs chefs d'accusation sont retenus contre le fils de Bachir Tartag dont "acquisition d'avantages indus", "crédits bancaires" lors du montage de sa société et le "trafic d'influence", etc. Outre le fils de Tartag, douze (12) accusés et quatorze (14) sociétés sont poursuivis dans le cadre de cette affaire pour, entre autres, "blanchiment d'argent", "trafic d'influence", "acquisition d'avantages indus".

CELA S'EST PASSÉ À LONDRES

UN CONDUCTEUR DU MÉTRO SUSPENDU POUR AVOIR FAIT SCANDER «FREE PALESTINE» AUX PASSAGERS

Des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux montrent les usagers d'une rame du Tube scander un slogan pro-palestinien, à l'invitation du conducteur qui s'adressait à eux à travers son micro. «Free, free, Palestine !» Entraînés par le conducteur au micro, les passagers d'une rame de métro bondée se mettent à scander un slogan de soutien pro-palestinien. La scène, filmée et partagée sur les réseaux sociaux, s'est déroulée ce samedi 21 octobre à Londres. Le conducteur a été sus-

pendu lundi, a annoncé l'opérateur des transports londoniens. Dans une des vidéos de la scène, on entend le conducteur de la Central Line faire allusion à la manifestation en soutien aux Palestiniens organisée ce jour-là dans la capitale britannique. Regrettant de «ne pas pouvoir y être», le conducteur dit vouloir «chauffer» les manifestants et se met à scander «Free, free» pour que les passagers répondent «Palestine !» – ce qui donne «Palestine libre», en français.

LE HAMAS LIBÈRE DEUX FEMMES OTAGES ENLEVÉES LORS DE L'ATTAQUE EN ISRAËL

Les deux otages libérées par le Hamas sont arrivées au terminal de Rafah pour aller en Égypte, trois jours après la libération de deux Américaines. Le mouvement islamiste palestinien Hamas a affirmé le lundi 23 octobre avoir libéré deux

femmes enlevées lors de son attaque sur le territoire israélien le 7 octobre et détenues depuis dans la bande de Gaza qu'il contrôle. Le porte-parole de la branche militaire du Hamas, Abou Obeida, a affirmé dans un communiqué que les deux otages avaient été libérées «pour des raisons humanitaires pressantes» grâce à une médiation du Qatar et de l'Égypte. Les deux otages femmes sont arrivées dans la soirée au point de passage de Rafah entre la bande de Gaza et l'Égypte, a rapporté la chaîne de

télévision Extra News proche des autorités égyptiennes. Cette libération intervient trois jours après celle de deux Américaines. Plus de 220 otages israéliens, et étrangers ou binationaux ont été recensés par Israël et emmenés à Gaza par les combattants du Hamas lors de l'attaque sanglante sans précédent du 7 octobre, qui a déclenché une guerre, Israël pilonnant depuis la bande de Gaza pour «anéantir» le mouvement islamiste.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@lexpressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

«**POUR VOTRE PUBLICITÉ**
S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale
de communication d'Édition
et de Publicité» Agence
ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 021 73 71 28 / 021 73 76 78
/ 021 74 99 81

Fax : 021 73 95 59

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

ELLE PARTICIPE À UNE SESSION DE HAUT NIVEAU AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

L'Algérie en première ligne de défense de la cause palestinienne

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, est arrivé hier à New York pour participer à une session de haut niveau du Conseil de sécurité. Le ministère des Affaires étrangères a déclaré dans un communiqué que la session discuterait des développements dangereux qui se déroulent dans les territoires palestiniens occupés, en particulier dans la bande de Ghaza. Le ministre Ahmed Attaf avait reçu une invitation à participer aux travaux de cette session de la part de son homologue brésilien, Mauro Vieira, dont le pays assure la présidence tournante du Conseil de sécurité durant ce mois.

Attaf participera également à la session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale des Nations unies prévue le 26 octobre, compte tenu de l'incapacité du Conseil de sécurité à agir et à prendre une décision pour mettre fin à l'agression sioniste sur la bande de Ghaza, apporter des secours aux Palestiniens et leur fournir une protection internationale. L'Algérie avait appelé la semaine dernière à "une intervention internationale immédiate" pour venir en aide au peuple palestinien de Ghaza contre l'agression sioniste et lui permettre d'établir son Etat indépendant avec Jérusalem pour capitale. Le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, avait appelé la communauté internationale à "protéger immédiate-

ment les opprimés et les persécutés en Palestine, à mettre un terme à l'agression sioniste et à œuvrer pour relancer le processus de paix afin de permettre au peuple palestinien d'établir son Etat indépendant sur les frontières de 1967, avec la Sainte Jérusalem pour capitale". Le ministre avait déclaré que "la bande de Ghaza subit un siège et des bombardements au vu et au su de tous, sans le moindre respect pour les règles humanitaires les plus élémentaires, les normes et les lois internationales".

I.M.Amine



Le ministre Ahmed Attaf avait reçu une invitation à participer aux travaux de cette session de la part de son homologue brésilien, Mauro Vieira, dont le pays assure la présidence tournante du Conseil de sécurité durant ce mois.

ALGÉRIE-VIETNAM :

Elan de solidarité populaire en faveur des Ghazaouis

La campagne de solidarité lancée par le Croissant-Rouge algérien pour recueillir les dons des particuliers désirant apporter de l'aide aux Palestiniens touchés par la guerre dans la bande de Ghaza est en train de s'élargir pour toucher de nombreuses associations et organisations nationales.

L'initiative du Croissant-rouge qui a ouvert ses portes aux citoyens pour déposer leurs dons (vivres, couvertures, matelas, médicaments...), à l'exception de l'argent, a été favorablement accueillie tant par les citoyens habitués qu'ils sont aux gestes de générosité que par des organisations nationales qui se sont empressées d'adhérer à cette action humanitaire.

Le comité de solidarité en faveur du peuple palestinien installé dimanche à Alger à l'issue de la rencontre qui a réuni, autour du Croissant-rouge algérien, les représentants

de plusieurs organisations et associations nationales, montre le souci des citoyens algériens de participer aux efforts humanitaires en faveur des Palestiniens. « Ce comité est un prolongement de la position officielle de l'Etat algérien ; il vise à suivre et à coordonner les opérations de dons au profit du peuple palestinien », a précisé la présidente du Croissant-rouge algérien, Saida Benhabib, lors de la réunion d'installation de ce comité.

On peut d'ores et déjà avancer, vu le sens inné de générosité du peuple algérien dans les instants difficiles, que cette campagne de solidarité sera exceptionnelle. Déjà, le Croissant-rouge algérien a fait, comme premier geste de solidarité en faveur du peuple palestinien, don d'un montant de 4 millions de dinars et de 60 tonnes de nourriture. La mobilisation actuelle de toutes les organisa-

tions nationales va contribuer de façon significative à atténuer de la gravité des conditions humanitaires à Ghaza. Au total, plus de deux millions de personnes, dont pas moins d'un million d'enfants, sont touchées par le conflit en cours et vivent dans des conditions dramatiques. Cette campagne de solidarité s'efforcera de répondre à leur besoins fondamentaux (nourriture, médicaments, produits d'hygiène et autres). Et parallèlement à cette campagne de solidarité qui vise à atténuer de la gravité de la crise humanitaire, il sera également procédé à l'organisation de campagnes de sensibilisation auprès des organismes humanitaires de plusieurs pays afin de faire pression sur le Conseil de sécurité et les Nations Unies pour mettre fin au génocide qui se perpète actuellement dans la bande de Ghaza.

Boualem B.

FACT-CHECKING

Les gros mensonges médiatiques de l'entité sioniste percés à jour

Il y a une année, nous avons fait un travail sur les mensonges de la guerre en Ukraine. Car, comme on le sait, en temps de guerre, les médias occidentaux mainstream se transforment en une effroyable usine de propagande. Aujourd'hui, à la faveur de la guerre à Ghaza, les médias occidentaux sont revenus à la charge, et puisque s'agissant d'Israël, ils ont mobilisé toute la batterie médiatique - journaux, télévisions, sites internet et réseaux sociaux - pour faire basculer l'opinion publique du côté israélien, qui à nous servir, matin et Comme tout le monde le sait, à chaque événement d'actualité, des flots d'images et de vidéos viennent alimenter le flux incessant de nos écrans. Ukraine, Haut-Karabakh, attaque du Hamas, bombardements d'Israël sur Ghaza, tous ces épisodes tragiques se retrouvent aujourd'hui au cœur des manipulations et de la propagande sur les réseaux sociaux.

Nous sommes en pleine guerre planétaire de l'information, et les États les plus puissants sont partis à la conquête de l'opinion. Car si vous pensez que vous êtes à l'abri de la désinformation et des

médiemensonges grâce à Internet, c'est justement par ce biais que vous serez le plus manipulés, car le fonctionnement et la logique marchande de ces outils favorisent la désinformation.

Alors, qu'est-ce qui a été dit sur Ghaza, Hamas et les Brigades Al Kassam de si monstrueux pour être dénoncés ?

1-Dès le lendemain de la « Tempête d'Al Aqsa », le plat du jour, - qui est resté une semaine sur la table médiatique - était que les Brigades du Hamas étaient des coupeurs de têtes de bébés. 40 enfants ont été de ce fait tués de sang froid et leurs têtes coupées. La vidéo de ces mêmes Brigades, qui a été diffusée et qui montrait les éléments du Hamas jouant et plaisantant, en pleine incursion du premier jour, avec des enfants israéliens a fait taire le gros mensonge.

2-Agents du Hamas violeurs. Le mensonge n'a pas tenu plus d'une journée, car les déclarations des femmes israéliennes, qui ont été épargnées lors de l'incursion du premier jour, infirmaient le mensonge, et toutes déclaraient que les éléments du Hamas étaient « courtois » avec les femmes. L'otage israélienne Yocheved

Lifshitz, 85 ans, le disait hier, à la presse à Tel-Aviv (lire p. 2) : « Je salue nos ravisateurs, ils étaient très courtois ».

3-Les bombardements israéliens visaient les cadres du Hamas. En fait, rien de plus faux. Israël ne frappait pas juste les positions de Hamas, et les bombardements ont ciblé les habitations civiles en premier lieu, car le Mossad n'avait aucun renseignement sur les QG des chefs des Brigades Al Kassam. Pour comprendre ce mensonge, il faut savoir qu'Israël a largué plus de dix mille bombes sur la bande de Ghaza en une semaine, soit le double de ce que les États-Unis ont largué sur l'Afghanistan en un an. Cela équivaut à un quart de bombe nucléaire, selon des sources des Nations unies. 4- L'hôpital bombardé a été le fait du Hamas. Rien de plus faux, là encore, car des recoupelements vidéo diffusés par la chaîne qatarie Al Jazeera ont authentifié et analysé une dizaine de photos et de vidéos du drame. Si ces images ne permettent pas de s'assurer de l'origine de l'explosion, elles apportent de nombreux éléments de contexte : comme la trajectoire du projectile visible dans la vidéo d'Al-Jazeera,

la présence de roquettes tirées de Ghaza dans les instants qui précèdent l'explosion et les caractéristiques des dégâts. Tout concorde, scientifiquement, à pointer un doigt accusateur sur l'armée sioniste.

5-On en arrive au plus gros de tous les mensonges, celui à propos duquel Israël grince des dents. L'appel à faire l'« Alya ». C'est-à-dire inviter les juifs du monde entier à venir vivre en Israël. Comment, après tous ces mensonges, comment, après avoir montré que les Palestiniens étaient des vampires, des suceurs de sang, des criminels intraitables et increvables, qui volaient dans les airs et avançaient sous terre pour venir vous assassiner dans votre chambre à coucher, Israël pourrait-elle continuer à faire la promotion de la Terre promise ? Car il s'agit bel et bien dans ce cas de l'Enfer promis ! Après avoir constaté que ces mensonges étaient contreproductifs, et le seront plus après la fin de la guerre, Israël est en train de propager les images des Israéliennes faisant l'éloge des « gentils » preneurs d'otages palestiniens. Hallucinant, non ?

Fayçal Oukaci

147^E SESSION DE L'UNION
INTERPARLEMENTAIRE
(UIP) À LUANDA

**LA DÉLÉGATION
PARLEMENTAIRE
ALGÉRIENNE BOYCOTTE
LE DISCOURS DE
DUARTE PACHECO**

La délégation parlementaire algérienne a boycotté l'ouverture des travaux de la 147^e session de l'Union Interparlementaire (UIP) qui se tient dans la capitale angolaise Luanda en quittant la salle lors du "discours partial flagrant" du président de l'UPI Duarte Pacheco envers l'entité sioniste. La délégation algérienne, représentant les deux chambres (haute et basse) du Parlement, a quitté la salle pour dénoncer le "discours partial" de M. Duarte Pacheco, favorable à l'entité sioniste avec ses crimes abjects dans la bande de Ghaza et les territoires palestiniens occupés. Le boycott de la délégation algérienne du discours d'ouverture, marqué par son retrait de la salle, a été suivi par ailleurs par d'autres délégations parlementaires dont celles du Parlement arabe, de la Palestine, du Koweït et de l'Iran. Par la suite, les parlementaires algériens ont regagné la salle et écouté le discours du président Joao Laurenço, de la République d'Angola, pays ami.

Y.B.

TOUT EN AFFIRMANT
QU'IL Y A DES VIOLATIONS
ÉVIDENTES DU DROIT
HUMANITAIRE INTERNATIONAL

**GUTERRES RÉITÈRE
SON APPEL À UN
CESSEZ-LE-FEU
HUMANITAIRE
IMMÉDIAT**

Le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a réitéré son appel à un cessez-le-feu humanitaire immédiat dans la bande de Ghaza. Guterres a déclaré lors d'un point de presse avant une session du Conseil de sécurité sur le Moyen-Orient et la question palestinienne : « Il y a des violations évidentes du droit humanitaire international ». « Pour atténuer les souffrances épiques, il faut rendre l'acheminement de l'aide plus facile et plus sûr. Je réitère mon appel en faveur d'un cessez-le-feu humanitaire immédiat ». Il s'est dit profondément préoccupé par les violations flagrantes du droit international humanitaire dont nous sommes témoins à Ghaza. Soyons clairs : aucune partie à un conflit armé n'est au-dessus du droit international humanitaire. Il a souligné que « rien ne justifie les massacres commis à Ghaza. » « Nous ne pouvons pas perdre de vue le seul fondement réaliste d'une paix et d'une stabilité véritables : une solution à deux États ». M. Guterres a dit : « Heureusement, une certaine aide humanitaire arrive enfin à Ghaza. Mais il s'agit d'une goutte d'aide dans un océan de besoins. De plus, nos réserves de carburant de l'ONU à Ghaza s'épuiseront d'ici quelques jours. Ce serait un autre désastre ». « Sans carburant, l'aide ne peut pas être acheminée, les hôpitaux n'auront pas d'électricité et l'eau potable ne peut être purifiée ni même pompée. La population de Ghaza a besoin d'une aide continue à un niveau qui corresponde à ses énormes besoins. Cette aide doit être fournie sans restrictions ».

Avec Agence Wafa

L'HÉCATOMBE SE POURSUIT À GHAZA

Le bilan s'alourdit à 5796 martyrs et 18 000 blessés

**Les statistiques
montrent que 1,10
million de femmes
vivaient dans la bande
de Ghaza avant
l'agression de
l'occupation israélienne
du 7 octobre 2023, ce
qui représente 49,3 %
de la population totale
de la bande de Ghaza,
dont 590 000 femmes
vivaient dans les
gouvernorats du nord
de la bande de Ghaza
(nord de Ghaza), avec
un pourcentage de
53,5 % de femmes dans
la bande de Ghaza...**

Le bilan des martyrs palestiniens s'alourdit à 5 796 et environ 18 000 blessés, depuis le début de l'agression israélienne, le 7 octobre 2023, contre la bande de Gaza et la Cisjordanie. Dans un communiqué de presse publié hier, le ministère de santé a mis en lumière que le taux des enfants, des femmes et des âgés a atteint 70%, notant que 2360 enfants ont perdu leur vie, tandis que 1292 femmes ont été également tuées, lors de génocide israélien commis contre la bande de Gaza. Selon le ministère de la Santé, les camions d'aide qui sont entrés dans la bande de Gaza ces derniers jours se sont élevés à 20 camions, ne représentant que 3% du taux quotidien d'importation avant l'agression. Le ministère de la Santé a surveillé la variole, la gale et la diarrhée en raison d'un mauvais environnement sanitaire et d'une mauvaise



utilisation de l'eau. En outre, il a affirmé que trois hôpitaux ont arrêté leurs services, en raison du manque de carburant. Entre 2014 et 2022, 864 palestiniens, ayant moins de 18 ans, ont été tués par les forces de l'occupation israéliennes, notant qu'il y a 170 enfants qui croupissent dans les geôles de l'occupation, actuellement, selon l'agence Wafa. Les statistiques montrent que 1,10 million de femmes vivaient dans la bande de Gaza avant l'agression de l'occupation israélienne du 7 octobre 2023, ce qui représente 49,3 % de la population totale de la bande de Gaza, dont 590 000 femmes vivaient dans les gouvernorats du nord de la bande de Gaza (nord de Gaza), avec un pourcentage de 53,5 % de femmes dans la bande de Gaza, et environ 1,05 million d'enfants de moins de dix-huit ans vivaient dans la bande de Gaza avant l'agression, soit 47,1 % de la population de la

bande de Gaza, dont environ 32 % ont moins de cinq ans (340 000 enfants). Selon les statistiques, 1,4 million de personnes sont désormais déplacées de la bande de Gaza (y compris 493 femmes et filles), ainsi que 98 familles palestiniennes qui ont perdu au moins 10 de leurs membres : 95 familles palestiniennes ont perdu entre 6 à 9 personnes, 357 familles ont perdu de 2 à 5 personnes, mentionnant qu'il y a plus de 830 enfants qui sont portés disparus dans la bande de Gaza. Selon les statistiques, il y a environ 546 000 femmes sont en âge de procréer (15-49 ans) dans la bande de Gaza, environ 58 % d'entre elles sont mariées. Les rapports sanitaires dans la bande de Gaza indiquent qu'il y a environ 50 000 femmes enceintes dans la bande de Gaza et que 5 500 femmes accoucheront au cours des prochaines semaines, ce qui signifie une moyenne de 183 nouvelles naissances par jour

dans la bande de Gaza. Il existe une grande possibilité d'augmentation des naissances qui se produiront dans des circonstances où les soins de santé ne sont pas sûrs, ce qui constitue une grave violation des droits des femmes et peut mettre en danger leur vie et celle de leurs nouveau-nés. L'accès à des services de naissance sûrs et de base est l'un des principaux défis auxquels sont confrontées les femmes dans la bande de Gaza, en raison des déplacements dangereux et des centres de santé bombardés à tout moment. Dix hôpitaux ont arrêté de fournir des services de santé, le taux de naissances quotidiennes à l'hôpital principal de Gaza, Al-Shifa, étant tombé à 21 naissances par jour, contre 30 à 40 dans des conditions normales, et elles sont libérées deux ou trois heures après l'accouchement pour que l'hôpital puisse fournir de la place aux autres patients.

Y.S.

RABAT «CHOQUÉE» ET «DÉSORIENTÉE»

La carte de Netanyahu qui trahit la position d'Israël sur le Sahara occidental

Bien souvent, les informations les plus imprévues proviennent des situations les moins souhaitées. Preuve en est, la boîte de Pandore ouverte dans le bureau même du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu.

Lors de l'entrée de Meloni dans le bureau du Premier ministre d'Israël, celui-ci s'avança vers elle pour la saluer, et pendant ce bref moment, on pouvait voir une mappemonde. Sur cette carte du monde, accrochée dans le cabinet de Netanyahu, on pouvait distinguer clairement le Sahara occidental comme État indépendant, avec ses frontières bien tracées avec le Maroc. La diffusion de cette vidéo sur les réseaux sociaux montrant une carte avec le Sahara occidental comme État indépendant a rapidement fait le tour de la planète. Et il n'en fallait pas plus pour qu'un vent d'indignation souffle sur tout le Maroc. Comment est-ce possible ? Comment se fait-il que l'État sioniste, qui promettait monts et merveilles, reconnaisse le Sahara occidental de cette manière quasi officielle ?

Comment Israël pouvait-elle prendre les Marocains pour des idiots ? Les médias marocains étaient, depuis lundi, en ébullition alors que le Web marocain explosait, et chacun y allait de son commentaire. Tel Aviv a dû vite réagir pour tuer la polémique dans l'œuf, et préciser sa position quant à cette question épineuse. Le problème était d'autant plus sensible que le peuple marocain, depuis le 7 octobre, affichait clairement ses préférences, appelant à soutenir le Hamas et dénonçant la normalisation, le sionisme et le gouvernement Netanyahu. Les internautes marocains ont été fortement indignés suite à la vidéo filmée dans le cabinet du Premier ministre israélien, où le Maroc et le Sahara occidental s'affichent comme des pays différents sur la carte du monde accrochée au mur, alors que Tel Aviv avait reconnu en juillet dernier la «souveraineté du royaume chérifien» sur ce territoire. Cette vague de colère a poussé Israël à commenter la situation. La diplomatie a démenti tout changement dans la position officielle du

gouvernement : « Il n'y a aucun doute quant à cette question », a indiqué à Hespess le porte-parole du ministère israélien Hassan Kaiba. Selon lui, "la carte du Maroc présente dans le bureau de Netanyahu, sans le Sahara, est ancienne et ne reflète en aucun cas notre position définitive sur ce sujet". Cet épisode, qui n'a été possible que grâce à cette visite inattendue de Meloni, secoue des relations maroco-israéliennes déjà ébranlées par les limites d'une normalisation qui affiche aujourd'hui, publiquement, sa faillite politique et diplomatique.

Rappelons que les relations israélo-marocaines ont été rompues en 2000 après le début de la deuxième intifada. Elles ont été rétablies 20 ans plus tard lorsque Washington a décidé de reconnaître la «souveraineté du royaume» sur le Sahara. Des bureaux marocains de liaison diplomatique ont été ensuite ouverts en Israël. Le roi Mohammed VI a promis en 2021 au Premier ministre Benjamin Netanyahu d'«ouvrir prochainement» une ambassade.

F. O.

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELLE

Des stagiaires de plusieurs pays africains à l'école algérienne



L'Algérie a accueilli des stagiaires de plusieurs pays africains, dans le cadre de la consécration du principe de coopération africaine et de la mise en œuvre de la stratégie de coopération Sud-Sud, a indiqué, hier mardi, un communiqué du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels.

«**D**ans le cadre de la consécration du principe de coopération africaine selon la règle d'intérêt commun et de la mise en œuvre des objectifs de la stratégie de coopération Sud-Sud, et en application des accords conclus entre le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels avec ses homologues de certains Etats africains, au titre de la politique de qualification de la ressource humaine, étant le principal facteur de développement et sous l'égide du ministre de la Formation et de l'enseignement professionnels, M. Yacine Merabi, l'Algérie a accueilli à partir du 19 octobre 2023, des stagiaires de plusieurs Etats africains», lit-on dans le communiqué. Selon la même source, ces sta-

giaires représentent l'Etat du Burkina Faso (17 stagiaires), la République du Niger (16 stagiaires), ainsi que la République du Sénégal (4 sta-

giaires), en attendant l'arrivée d'une délégation de la République du Tchad (10 stagiaires).

A travers ses cadres et ses fonctionnaires, le secteur «veille à assurer toutes les conditions d'hospitalité aux stagiaires africains en vue de bénéficier d'un stage au diapason de la modernité, de réaliser le développement du continent noir et de renforcer la dimension africaine com-

mune», précise le communiqué. Quelque 563 stagiaires de différents Etats africains seront accueillis suivant un programme tracé par «le secteur de la Formation et de l'enseignement professionnels, en vue de suivre une formation constructive dans différentes spécialisations au diapason de la modernité et répartis sur différents établissements du secteur», note la même source.

R.N.

SOLIDARITÉ

LA DGSN LANCE UNE CAMPAGNE DE DON DE SANG

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a lancé, mardi, au niveau de la polyclinique Omar-Haraigue (Alger), une campagne nationale de don de sang qui s'étend jusqu'au 26 octobre. A cette occasion, le chef du bureau d'expertise médicale à la Sûreté nationale et Commissaire de police, Nadjib Mechane, a indiqué que cette opération organisée chaque année par la DGSN, s'inscrit dans le cadre de «l'action humanitaire que mène l'institution de la sécurité qui veille à consacrer les valeurs de solidarité et de cohésion entre les différentes franges de la société et à assurer l'approvisionnement des patients en besoin de cette matière vitale». Pour sa part, la directrice générale de l'Agence nationale du Sang (ANS), Houria Touafidite Ghrib, s'est félicitée de cette initiative de solidarité lancée par la DGSN en vue d'«assurer l'approvisionnement des hôpitaux et des différentes structures sanitaires en cette matière vitale et sauver la vie des patients». Le représentant de la Fédération algérienne des donneurs de sang (FADS), Abdenasser Deriouche, a, quant à lui, mis l'accent sur l'importance d'organiser ces campagnes de sensibilisation dans le cadre de l'ancrage de la culture de solidarité dans la société, notamment en matière de don de sang. A noter que cette opération pour laquelle la DGSN a mobilisé tous les moyens matériels et humains, se déroule sous la supervision de la directrice de la santé, de l'action sociale et des activités sportives de la Sûreté nationale et contrôleur de police, Selma Madi, en coordination avec l'ANS et la FADS.

JOURNÉE NATIONALE DES DONNEURS DE SANG

316 119 poches de sang collectées durant le premier trimestre de cette année

Un total de 316 119 poches de sang ont été collectées le 1er trimestre de cette année, à travers les 253 structures de transfusion sanguine réparties à l'échelle nationale, indique, mardi, l'Agence nationale du sang (ANS) «Il a été collecté au premier semestre 2023, 316 119 poches de sang sur 403 599 candidats au don de sang, à travers les 253 structures de transfusion sanguine réparties sur l'ensemble du territoire national, et un total de 6 620 concentrés de plaquettes

par aphérèse collectées, ce qui représente une évolution de 6,68% par rapport au 1er semestre 2022», précise l'ANS, à l'occasion de la 18ème édition de la Journée nationale des donneurs de sang célébrée, le 25 octobre, sous le slogan «le don de sang, acte de solidarité et un pont de fraternité» Cependant «malgré ce chiffre appréciable, l'ANS estime que cela reste insuffisant vu que les 43% des dons sont des dons de compensation», soulignant que les «69%

de ces dons sont réalisés en site fixe et 31% en collecte mobile». Par ailleurs, l'ANS rappelle que cette journée instituée en 2006 en hommage à la date de création de la Fédération algérienne des donneurs de sang (FADS), a pour objectif, de «lancer un appel à la solidarité nationale en sensibilisant davantage l'opinion publique» et de «rendre un vibrant hommage à tous les donneurs de sang bénévoles».

R.N.

FORÊTS

Plantation de 40 millions de plants durant la période 2023-2025

La Direction générale des Forêts (DGF) prévoit la plantation de 40 millions de plants forestiers, fruitiers et pastoraux, durant la période 2023-2025, a-t-elle annoncé dans un communiqué à la veille de la célébration de la Journée nationale de l'arbre, coïncidant avec le 25 octobre de chaque année.

«Durant la période 2023-2025, il est prévu la plantation de 40 millions de plants (forestiers, fruitiers et pastoraux) dans l'objectif de reconstituer les écosystèmes forestiers suite aux diverses dégradations causées par différents facteurs, climatique et anthropique, notamment les incendies répétés qui ravagent chaque année des superficies impor-

tautes», a-t-on précisé. Selon la DGF, les plantations, à travers ses programmes confiés aux entreprises de réalisation, publique (le groupe Génie rural) et privées, vont permettre la reconstitution par les repeuplements, dans le cadre de l'aménagement des forêts, la réhabilitation et extension des paysages forestiers dégradés par les diverses formes d'agressions au niveau de l'ensemble du territoire national et des écosystèmes naturels forestiers steppiques et saharien et la réhabilitation de la nappe à alfa. Elles visent également «la protection» dans le cadre de l'aménagement des bassins versants et développement des zones de montagne, ainsi que «la

récréation» à travers le repeuplement et la réhabilitation des forêts existantes. Dans ce sens, la reconstitution des écosystèmes naturels et reverdissement des milieux urbains et périurbains, nécessite une production de plants et donc la mobilisation des unités de production de plants (pépinières), selon le document faisant état de 195 unités recensées au niveau de l'administration des forêts. Depuis le lancement du Plan national de reboisement, il a été mis en terre plus de 600 millions de plants soit l'équivalent de 859.000 d'hectares de plantation dont 301.000 hectares en fruitier, selon la même source. Toutefois et malgré les efforts consentis par les

pouvoir publics pour la reconstitution et l'extension du patrimoine forestier, «la dégradation persiste, notamment par la récurrence des incendies durant la période estivale», relève ledit communiqué. Concernant les forêts urbaines et périurbaines, le même communiqué a noté que «les réalisations du secteur des forêts sont relativement récentes et ont porté sur la mise en place d'instruments juridiques et le lancement de l'identification et attribution des forêts destinées à la récréation par lequel 81 forêts récréatives ont été attribuées à travers 28 wilayas pour une superficie de plus de 1.696 ha».

R.N./Agences

DANS SON RAPPORT ANNUEL

L'AIE PRÉDIT UN PIC DES ÉNERGIES FOSSILES AVANT 2030

La demande en gaz, en pétrole et en charbon va atteindre son pic avant 2030. C'est la principale conclusion du rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), publié ce mardi 24 octobre. C'est la première fois que cette agence indépendante prévoit une baisse avant la fin de la décennie de la demande mondiale d'énergies fossiles, des énergies qui contribuent au réchauffement de la planète.

La production de pétrole, de gaz et de charbon continue d'augmenter, mais elle va baisser plus tôt que prévu, assure l'AIE. Si on y regarde de plus près, la demande mondiale en charbon devrait commencer à nettement diminuer d'ici environ deux ans, car la Chine, le pays qui en consomme le plus, voit son économie ralentir et surtout, elle est en train d'augmenter très rapidement sa production d'énergies renouvelables.

Dans le cas du pétrole, c'est l'essor des voitures électriques qui contribuera à faire baisser la demande mondiale avant la fin de la décennie, anticipe l'agence. Enfin, le déclin du gaz sera amorcé grâce à l'usage accru de pompes à chaleur, qui remplacent de plus en plus souvent les chaudières à gaz dans les pays développés, explique l'agence. Mais, pour le gaz et le pétrole, la baisse ne serait qu'assez légère d'ici à 2050, selon le rapport.

Les énergies fossiles représenteraient encore 73% de la consommation mondiale d'énergie à cette date, contre 80% aujourd'hui. La réduction de la demande ne sera probablement pas continue, c'est-à-dire que des pics de consommation pourront encore avoir lieu, en raison de conflits, comme avec la guerre en Ukraine, ou bien à cause du réchauffement climatique lui-même, auquel contribue l'usage des énergies fossiles.

M.H./ Agences

SELON LE TEXTE DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE

Les exportations atteindront 52,8 milliards de dollars en 2023

Le ministre des Finances, Laziz Fayed, a présenté hier devant les membres du Conseil de la nation le texte de la loi de finances rectificative de 2023, qui comprend des dispositions visant à couvrir les dépenses liées aux mesures prises par les pouvoirs publics dans le but de préserver et de renforcer le pouvoir d'achat des familles, renforcer la sécurité alimentaire et soutenir le programme d'investissements publics.



Lors de cette séance, le ministre des Finances a confirmé que le texte de loi prévoit une augmentation des recettes du budget de l'Etat d'environ 13 %, pour atteindre environ 9 000 milliards de dinars. Les dépenses devraient également s'élever à plus de 14 700 milliards de dinars (soit

une augmentation de 6,7 %). Les virements du compte « Crédits non affectés » inclus dans les « Dépenses imprévues » au profit des différents portefeuilles de programmes se sont élevés, quant à eux, à 1.651,97 milliards de dinars au titre de l'autorisation de mise en conformité, et à 1.373,42 milliards de dinars

au titre des crédits de paiement. Il est prévu aussi une hausse des recettes exceptionnelles à 1.410 milliards de dinars, dont 848 milliards provenant de la fiscalité pétrolière et 400 milliards de dinars provenant des bénéfices de la Banque d'Algérie. Le texte de loi prévoit que la balance des paiements pour l'année en cours enregistrera un excédent de 7,1 milliards de dollars, contre 5,7 milliards de dollars prévu dans les prévisions de la Loi de Finances pour 2023. Quant aux exportations, Laziz Fayed a expliqué qu'elles atteindront une valeur de 52,8 milliards de dollars en 2023, soit une augmentation de 6,5 milliards de dollars par rapport aux estimations de la loi de finances 2023, tandis que les importations de biens devraient atteindre 41,5 milliards de dollars (soit une augmentation de 12,5%). Sur la base du texte de la loi rectificative, et toujours selon le ministre des

Finances, le taux de croissance économique devrait atteindre 5,3 pour cent au cours de l'année en cours, contre 4,1 pour cent selon les estimations de la loi de finances pour l'année 2023, porté principalement par la croissance du secteur des hydrocarbures (soit une augmentation de 6,1 %), tandis que le produit intérieur brut (PIB) enregistrera, hors secteur des hydrocarbures, soit une croissance de 4,9 %.

Dans son rapport préliminaire, la commission des affaires économiques et financières du Conseil a estimé que les mesures contenues dans le texte de loi auront des effets positifs sur les conditions de vie des citoyens, notant que les capacités financières publiques connaissent une « amélioration notable » de leurs équilibres internes grâce aux décisions prises par l'État dans plusieurs domaines.

M.H.

M. TAYEB ZITOUNI ÉVOQUE LA PERSPECTIVE D'UN OBJECTIF NATIONAL À L'HORIZON 2029

Exportations hors hydrocarbures : un défi à 30 milliards de dollars

Intervenant, hier mardi, à l'occasion d'un atelier de travail sur les dispositifs logistiques pour les exportations, le ministre du Commerce Tayeb Zitouni a dévoilé les objectifs, à moyen terme, de l'Algérie pour les exportations hors hydrocarbures. Zitouni a assuré que l'objectif fixé par l'Algérie est d'atteindre les 30 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures à l'horizon 2029.

Le ministre du Commerce a assuré que les pouvoirs publics s'activent pour résoudre certaines « contraintes administratives et techniques ». Des

contraintes à l'image du système bancaire, de la bureaucratie administrative et du manque des moyens de transport : « Plusieurs importantes réformes sont lancées afin d'améliorer le système financier et bancaire mais aussi réduire les entraves bureaucratiques au niveau des administrations concernées par les exportations. Nous avons également mené d'importants chantiers pour l'augmentation de nos capacités de transport notamment vers les pays d'Afrique » a-t-il expliqué.

M. H.

OUTIL ESSENTIEL POUR LA PROMOTION DE LA PRODUCTION NATIONALE

Le reverse engineering en débat au CNESE

Le reverse engineering, une méthode qui consiste à analyser un système industriel pour en déduire son fonctionnement, représente un outil essentiel pour la promotion de la production nationale et le développement des petites et moyennes industries, a indiqué avant-hier à Alger le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Sidi Mohammed Bouchenak Khelladi. "En alignant nos actions sur les engagements du Président de la République, notamment l'engagement n 13, qui vise à promouvoir la production nationale et à orienter l'industrialisation vers les

micros, petites et moyennes industries, le reverse engineering devient un outil essentiel pour atteindre ces objectifs", a souligné M. Bouchenak Khelladi lors d'un Séminaire portant sur "l'apport du reverse engineering sur l'écosystème technique national", tenu en présence du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun et celui de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi. Selon lui, "l'Algérie, malgré son potentiel, fait face à des insuffisances dans son écosystème technologique, en particulier dans le domaine de l'ingénierie. Ces lacunes entravent notre capacité à développer de

nouveaux produits à déployer de nouvelles installations industrielles et à obtenir des certifications conformes aux normes internationales". Ainsi, le reverse engineering peut jouer un rôle "crucial" dans la mise en place des bases d'un écosystème technologique performant et ouvre des opportunités pour la création d'entreprises et la diversification des secteurs d'activités, estime encore le président du CNESE. Le reverse engineering (rétro-ingénierie) est définie comme l'analyse d'un produit fini pour en déterminer le fonctionnement interne et la méthode de fabrication et modifier ou reproduire tout ou une partie des

données techniques qui caractérisent ce produit. Concrètement, il s'agit de développer des prototypes locaux en utilisant les connaissances et un savoir-faire national, tout en développant le transfert technologique dans le respect de la propriété intellectuelle, a-t-on expliqué lors du séminaire. Cet événement, organisé par le Conseil, avait pour objectif principal la sensibilisation à l'impact potentiel du reverse engineering sur l'écosystème technologique, ainsi que sur son rôle dans la relance industrielle, la réduction des importations et la promotion du contenu local.

R.E./APS

EN SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN

Marches de solidarité à Blida, Tipaza, Béjaïa et Bouira

D'imposantes marches de solidarité ont été organisées jeudi dans les wilayas du centre du pays, en guise de soutien au peuple palestinien et pour dénoncer les crimes de l'entité sioniste à son encontre, notamment contre les habitants de Ghaza, victimes de bombardements quotidiens ayant causé la mort de milliers de civils.

Les marches de solidarité ont été marquées par une large participation de citoyens de différentes catégories d'âge, ainsi que de représentants de la société civile et de partis politiques, qui ont brandi les couleurs nationale et palestinienne et des Keffieh, exprimant leur soutien à leurs frères palestiniens, tout en dénonçant l'agression menée par les forces d'occupation contre les habitants de Ghaza. A Blida, les citoyens ont afflué vers la place de la liberté, dénonçant le génocide de l'armée d'occupation contre le peuple palestinien, surtout les habitants de Ghaza, et exprimant leur position contre les tentatives de l'ennemi de les chasser de leurs terres. Cette marche a, également, vu la participation de membres de la communauté palestinienne, dont des étudiants, qui ont exprimé leur gratitude pour le soutien constant du peuple et du gouvernement algériens à la cause palestinienne, et pour en avoir fait une de leurs priorités. D'autres organisations étaient aussi présentes, à l'instar des Scouts musulmans algériens (SMA) à leur tête le commissaire de wilaya, Abdelkrim Barkaâ qui a souligné que la participation des SMA à cette marche est pour dénoncer les crimes de l'entité sioniste. A



Tipasa, les citoyens sont sortis en masse pour exprimer leur solidarité absolue avec le peuple palestinien dans sa lutte contre les forces des "ténèbres et du mal" et de "l'inhumanité" pratiquée quotidiennement par les sionistes contre les habitants sans défense de Ghaza, comme souligné par le président de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW), Djelloul Hammich. Les participants à cette marche ont sillonné les artères principales de Tipasa, avant de se

rassembler à la place publique de la ville, en brandissant des slogans dénonçant la politique de normalisation, l'arrogance des sionistes et l'"hypocrisie" du monde occidental, au long parcours de violations des droits de l'homme. A Bejaia, la marche de soutien au peuple palestinien s'est ébranlée à partir de la maison de la culture du centre-ville, avec une large participation de toutes les catégories de la société, dont les représentants des formations politiques, de la société

civile et des citoyens, qui ont exprimé leur position de rejet de la persistance de l'entité sioniste à cibler les civils, au moment où elle (entité sioniste) est soutenue par nombre de pays occidentaux, dénonçant aussi le silence des médias internationaux sur ses crimes. Ces mêmes positions et slogans ont été brandis par les citoyens de Bouira, qui ont tenu, à leur tour, à sortir en force pour soutenir leurs frères palestiniens.

R. R.

SALON INTERNATIONAL "AGREST-EXPO" À CONSTANTINE :

Ouverture jeudi de la 2^e édition

La deuxième édition du Salon international "Agrest-Expo" sera ouverte, ce jeudi 26 octobre à la salle Ahmed Bey à Constantine, ont indiqué lundi les organisateurs dans un communiqué. Cet événement regroupant deux pavillons parallèles dédiés respectivement aux secteurs de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, vise essentiellement à "permettre aux opérateurs nationaux et étrangers de tisser des relations d'affaires et de partenariat à même d'exploiter les atouts et potentialités indéniables que comporte la région de l'Est algérien", ajoutent les organisateurs. Plus de 250 entreprises algériennes et étrangères prendront part à cet événement, dont près d'une soixantaine d'entreprises étrangères d'une dizaine de pays européens, africains, américains et asiatiques, "ce qui permettra aux opérateurs algériens de tisser des relations de partenariat et de bénéficier égale-

ment des avancées techniques et technologiques". Organisé par "Group SF Communication" en partenariat avec l'Association nationale des exportateurs algériens (Anexal) et la Chambre de commerce et d'industrie "Rhumel" de Constantine, et des organisations patronales, le salon, qui se tient jusqu'au 29 octobre, promet d'être riche en conférences-débat thématiques animées par des experts autour des sujets les plus pertinents de l'heure. L'élevage ovin, bovin, avicole et apicole, la céréaliculture, culture maraîchère, production laitière, arboriculture fruitière, santé animale constituent les principales filiales à exposer dans le pavillon dédié à l'agriculture, qui connaîtra la participation de près d'une centaine d'opérateurs algériens et étrangers. L'autre pavillon abritera des professionnels de l'industrie agroalimentaire, des équipements de transformation et des entre-

prises spécialisées dans l'emballage, avec une forte présence d'opérateurs dans ces filières qui enregistrent une croissance remarquable ces dernières années en Algérie. Les étudiants et les porteurs de projets innovants bénéficieront d'es-

paces d'exposition à titre gracieux, afin de se mettre en contact direct avec les professionnels dans l'optique de faire valoir leurs projets et trouver éventuellement les moyens nécessaires pour leur concrétisation.

APS

Port de Djendjen : mise en service d'un engin de chargement de clinker

Le ministre des Transports, Youcef Chorfa, a présidé lundi au Port de Djendjen (Jijel) la mise en service d'un engin de chargement automatique de clinker (constituant du ciment), d'une capacité de 18.000 tonnes par jour. Le représentant de la société Holcim Algérie, propriétaire de cet engin, a indiqué au cours d'explications fournies au ministre, que ce dispositif de chargement à bord des navires a nécessité une enveloppe financière de 3 millions d'euros. Selon lui, l'engin en question représente un tournant dans le développement de la logistique nationale dédiée à l'exportation de ciment, ainsi que dans la satisfaction des demandes provenant des exportateurs de clinker. Outre qu'il accélère les opérations de chargement, le "shiploader" mis en service permet également aux navires d'accoster, d'être traités et de quitter le Port en peu de

temps, réduisant ainsi les délais d'attente en rade et partant, les surestaries (surcoûts d'immobilisation), a ajouté le représentant d'Holcim Algérie. L'utilisation de cet engin de chargement permet aussi de préserver la qualité du produit, qui se déprécie au contact de l'eau, et de protéger l'environnement en évitant les déperditions du produit et les émanations de gaz et de poussières, a-t-on également expliqué. Le président-directeur général du Port de Djendjen, Abdeslam Bouab, a révélé, de son côté, qu'une commande a été passée par le Port en vue de l'acquisition de deux engins similaires qui seront "bientôt importés de Chine". Le ministre des Transports avait auparavant inauguré le dédoublement de la voie ferrée reliant le Port de Djendjen à la zone industrielle de Bellara.

APS

APPEL À DIVERSIFIER LES SERVICES DE LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT URBAIN ET SUBURBAIN DE JIJEL

Le ministre des Transports, Youcef Chorfa, a souligné, lundi à Jijel, la nécessité de diversifier et d'étendre les services fournis par la Société publique de transport urbain et suburbain afin de générer des ressources supplémentaires et de garantir sa pérennité "L'entreprise devrait étendre ses activités en incluant des services supplémentaires tels que des ateliers de mécanique et de réparation d'autobus, et en concluant des accords avec les collectivités locales, les APC, notamment, portant sur la réparation des autobus de transport scolaire", a indiqué le ministre lors d'une visite du siège de cette société. M. Chorfa, qui effectuait une visite d'inspection et de travail dans la wilaya de Jijel, a souligné que la diversification des services de l'entreprise pourrait également donner lieu à la création de "succursales vouées à la formation de conducteurs de bus et au contrôle technique des véhicules lourds, et même légers, ce qui contribuera à obtenir des ressources supplémentaires à même de prolonger la durée de vie de la société", d'autant, a-t-il dit, qu'il est "actuellement envisagé d'appliquer le contrôle technique obligatoire aux motos, ce qui signifie que la demande augmentera à l'avenir". De plus, la possibilité d'investir dans des agences de contrôle technique "sera ouverte à tous les investisseurs qui le souhaitent", a encore fait savoir, M. Chorfa. Par ailleurs, lors de sa visite au port de Djendjen, le ministre a déclaré que les travaux de réalisation du terminal à conteneurs seront achevés "d'ici à la fin de l'année 2024" pour permettre au port de recevoir des navires et des porte-conteneurs géants. Le ministre des Transports a aussi fait part, s'agissant du transport aérien de voyageurs, de la "possibilité de revoir les vols domestiques et internationaux assurés par l'aéroport Ferhat-Abbas de Jijel, en ajoutant des vols vers l'ouest et le sud du pays", tout en envisageant "la possibilité de mettre en place des vols supplémentaires vers la capitale française Paris". M. Youcef Chorfa, accompagné des autorités locales, avait auparavant présidé la mise en service, au port de Djendjen, un dispositif de chargement automatique de clinker d'une capacité de 18.000 tonnes/jour.

TABLETTES, ORDINATEURS...

QUELS EFFETS SUR LA SANTÉ ?

Le cristallin de l'œil est plus clair. Les lunettes disposent de filtres contre la lumière bleue, mais d'après l'Anses leur efficacité est variable. L'Anses s'est aussi intéressée aux effets des variations d'intensité des lumières sur les phénomènes visuels, notamment (« flicker ») qui peut entraîner des maux de tête et de la fatigue. Chez les enfants, les adolescents et les professionnels pourraient être particulièrement sensibles à ces problèmes visuels. Le public commence à être informé des effets de la lumière bleue. C'est pourquoi les fabricants proposent des filtres anti-lumière bleue sur les écrans ou les lunettes. Mais est-ce efficace ? « Concernant les moyens de protection recommandés pour le grand public tels que les écrans spécifiques, les lunettes de protection, leur efficacité est variable, souligne l'Anses. Par ailleurs, l'efficacité pour la préservation des rythmes circadiens n'est pas prouvée ». Enfin, en raison des conséquences de l'éclairage de nuit sur les rythmes circadiens, l'agence recommande de réduire l'exposition lumineuse, y compris celle qui est émise par les éclairages LED.

LA LUMIÈRE BLEUE : LES LED SONT-ELLES DANGEREUSES POUR LES YEUX ?

La lumière bleue, émise entre autres par certains smartphones, fait de plus en plus parler d'elle. Mais de manière plutôt négative. Et ce n'est pas sans raison. D'aujourd'hui une fois encore le cas. Des chercheurs expliquent comment elle agit sur notre rétine. Smartphones, tablettes, certaines LED. Aujourd'hui, nous sommes continuellement exposés à la lumière bleue, une exposition contre laquelle plusieurs chercheurs mettent en garde. Car elle est dangereuse pour nos yeux. Mais bonne nouvelle, des chercheurs de l'université de Toledo viennent de mettre à jour les effets de la lumière bleue sur la formation des cellules indispensables en authentiques cellules photoréceptrices que pour voir, nous avons besoin de cellules photoréceptrices en pleine forme. Sur qu'elles restent en pleine forme et correctement la lumière qui arrive, celles-ci ont elles-mêmes besoin de molécules appelées rétinal. La lumière bleue semble agir comme un déclencheur d'une réaction chimique désirée qui transforme le rétinal en photorécepteurs.

LA LUMIÈRE BLEUE AFFECTE LA RÉTINE

Des chercheurs américains, ce sont des molécules qui, exposées à la lumière bleue, déclenchent par nous rendre aveugles. Elles déclenchent en effet des réactions qui tuent les molécules tueuses de cellules photoréceptrices. Et une fois mortes, les cellules photoréceptrices ne se régénèrent plus. Toutefois, une molécule appelée rétinal, un dérivé de la vitamine A, déclenche ces cellules de mourir. Mais heureusement, cette molécule perd sa capacité à lutter contre les attaques de la lumière bleue. Ainsi les chercheurs nous recommandent aujourd'hui de protéger nos yeux en utilisant smartphones ou tablettes avec un filtre. On sait que cette couleur est dangereuse pour les risques photochimiques au sein des cellules photorécepteurs et dans la rétine pigmentaire. À l'échelle de l'exposition trop rude à une telle lumière pourrait favoriser la dégénérescence maculaire, cette zone centrale de l'œil responsable de la vision centrale. Connue sous le nom de DMLA (dégénérescence maculaire liée à l'âge), la maladie peut évoluer jusqu'à la perte de la vision centrale. « Les effets aggra-

vants de la lumière bleue sur la DMLA sont fortement soupçonnés et issus d'observations convergentes sur des modèles expérimentaux », souligne le rapport. Toutefois, ajoute-t-il, « ces effets n'ont jamais pu être démontrés par des études épidémiologiques chez l'homme, en raison d'une difficulté à évaluer l'exposition et les prédispositions individuelles ». On sait tout de même que l'exposition excessive à la lumière solaire est un facteur favorisant la DMLA. Selon l'étude, l'effet dépendrait du type de Led. La plupart de ces éclairages sont réalisés à partir d'une diode émettant une lumière bleue pure (les diodes produisent des lumières sur une plage étroite de longueurs d'onde), à laquelle on adjoint un luminophore jaune pour obtenir un éclairage à peu près blanc. Il existe deux autres types (diode ultraviolette et luminophores ; trois diodes émettant dans trois couleurs), mais leur prix de revient serait trop élevé. L'étude de l'Anses a classé des lampes du marché selon quatre niveaux de risques, de 0 (aucun risque) à 3 (risque élevé). Conclusion : « Il apparaît que certaines Led très couramment utilisées en éclairage, signalisation et balisage appartiennent au groupe de risque 2 [risque modéré], alors que toutes les autres sources d'éclairage disponibles pour le grand public ne dépassent pas les groupes de risque 0 ou 1 ». Avec ces éclairages, des expositions longues et répétées pourraient donc favoriser d'une apparition d'une DMLA mais aucune preuve n'est donnée. Le rapport souligne que les normes en vigueur ne permettent pas de caractériser correctement ce risque photochimique. En revanche, la conclusion de l'étude signale des populations sensibles : les enfants, car leur cristallin très transparent atténue peu la lumière bleue ; les individus portant des cristallins artificiels (transparents comme un cristallin de bébé) ; les personnes dépourvues de cristallin (aphakes). Il faut ajouter également les personnes davantage exposées par leur profession, les éclairagistes par exemple.

L'autre effet mis en évidence par l'étude de l'Anses est celui de l'éblouissement, dû à l'énorme luminance des Led. Cette luminance, mesurée en candelas par mètre carré (cd/m²), indique la quantité de lumière émise et rapportée à la taille (la surface) de la source. Les Led sont très lumineuses et très petites, donc leur luminance est élevée. On considère qu'une source lumineuse est confortable jusqu'à 2.000 cd/m² et qu'elle devient éblouissante au-dessus de 10.000 cd/m². Or, certaines Led testées lors de l'étude atteignaient 10.000.000 cd/m², soit mille fois plus... Le rapport fournit un certain nombre de recommandations, à commencer par une restriction des ventes de Led pour le grand public « pour n'autoriser que des Led ne présentant pas plus de risques liés à la lumière bleue que les éclairages traditionnels ».

LA LUMIÈRE BLEUE DES ÉCRANS RESPONSABLE DE LA PUBERTÉ PRÉCOCE CHEZ LES ENFANTS

Une récente étude de l'université de Gênes a fait état d'une importance hausse des cas de puberté précoce chez les filles pendant la pandémie de Covid-19, soit quasiment autant entre mars 2020 et juin 2021 qu'au cours des quatre années précédentes. Parmi les facteurs de risque suggérés par les chercheurs, figuraient notamment de mauvaises habitudes alimentaires prises pendant la crise sanitaire, une baisse de l'activité physique, des troubles du sommeil, et une hausse du temps passé devant les écrans. Près de deux mois après la publication de ces travaux, une nouvelle étude révèle que la lumière bleue émise par ces mêmes écrans pourrait être directement liée à la puberté précoce.

Présentées à l'occasion de la 61e réunion annuelle de la Société européenne d'endocrinologie pédiatrique (ESPE), ces nouvelles



recherches ont tenté de déterminer si la lumière bleue à laquelle les enfants sont de plus en plus exposés pouvait entraîner une puberté précoce. Un phénomène "difficile à évaluer chez les enfants". C'est pourquoi l'équipe de chercheurs de l'hôpital d'Ankara Bilkent City et de l'université de Gazi, en Turquie, ont analysé les effets de la lumière bleue sur 18 rats mâles âgés de 21 jours. Lesquels ont été divisés en trois groupes : six ont été exposés à un cycle lumineux normal (rythme naturel de l'éclairage jour-nuit), six autres à six heures de lumière bleue, et le dernier groupe à douze heures de lumière bleue.

Un impact sur la reproduction et la fertilité. Ces travaux, qui ont fait l'objet d'une publication dans la revue *Frontiers in Endocrinology*, suggèrent que les premiers signes de puberté surviennent plus tôt chez les rats mâles exposés à la lumière bleue. Les chercheurs concluent notamment que plus les rats étaient exposés longtemps à la lumière bleue, plus leur puberté apparaissait prématurément, et qu'elle avait également un impact négatif sur le développement des spermatozoïdes et sur les tissus testiculaires, lesquels étaient endommagés. Face à ces résultats, les scientifiques estiment que le temps d'écran auquel les enfants sont exposés pourrait jouer un rôle sur la puberté précoce, nécessitant la mise en place d'actions pour prévenir ces méfaits. Il y a tout juste un an, le même groupe de chercheurs a mené des recherches identiques sur des rats femelles, aboutissant à des conclusions similaires quant à une association entre lumière bleue et puberté précoce. Il s'agit désormais pour les scientifiques d'approfondir leurs travaux pour déterminer si cette lumière spécifique peut engendrer des conséquences au long cours. "Nous souhaitons exposer des rats mâles et femelles à la lumière bleue avant la puberté et comprendre ses effets à long terme sur les lésions des organes reproducteurs et la fertilité. En fin de compte, cette recherche pourrait déboucher sur des mesures préventives et contribuer à enrichir les discussions en cours sur la façon dont les modes de vie modernes affectent le développement physiologique et la santé à long terme", conclut le Dr Aylin Kilinç Uğurlu.

COMMENT PROTÉGER SES YEUX EN TRAVAILLANT SUR UN ÉCRAN

Pour prévenir ces effets, les ophtalmologues et chercheurs recommandent d'ajuster son utilisation des écrans, en particulier lorsqu'on en fait un usage professionnel : idéalement, l'écran d'ordinateur doit se situer à bout de bras. La luminosité de nos écrans doit être égale, voire inférieure à celle de la pièce, pour éviter que les yeux ne travaillent plus pour voir. Son inclinaison doit être légèrement vers l'arrière, et le regard doit se porter vers le bas. Il est également conseillé d'utiliser des filtres de lumière bleue, soit directement via des fonctionnalités propres à l'appareil, soit en

portant des lunettes équipées d'un effet anti-lumière bleue ; les yeux seront moins fatigués à la fin de la journée. Pour reposer ses yeux, l'Académie américaine d'ophtalmologie suggère de faire des pauses en adoptant la méthode 20-20-20 : toutes les 20 minutes, quitter l'écran des yeux pour porter plutôt son regard vers un objet se situant à 20 pieds (environ six mètres), pendant 20 secondes.

LES LUNETTES ANTI-LUMIÈRE BLEUE SONT-ELLES VRAIMENT UTILES POUR PROTÉGER NOS YEUX ?

Avec plusieurs heures par jour passées devant un ordinateur pour le travail et presque autant pour se divertir, nos yeux sont constamment exposés à la lumière bleue émise par les écrans. En conséquence, les opticiens proposent des lunettes anti-lumière bleue, mais sont-elles vraiment utiles ? C'est la question que s'est posé le site Futura Sciences. Les opticiens proposent alors d'apposer un filtre anti-lumière bleue sur les verres de lunettes pour limiter les effets supposés néfastes de cette dernière sur la fatigue oculaire ou encore le sommeil. Mais sont-ils vraiment efficaces ou complètement inutiles ? Une méta-analyse parue dans *Cochrane* propose une analyse de la littérature scientifique sur le sujet pour trancher la question. Les scientifiques de l'université de Melbourne à l'origine de cette revue ont analysé les résultats de 17 essais cliniques randomisés qui comparaient plusieurs paramètres témoignant dans la santé de l'œil (l'acuité visuelle, le CCF ou seuil critique de fusion du papillotement, la sensation d'éblouissement...) mais aussi de la fatigue et de la qualité du sommeil entre deux groupes de volontaires : ceux avec des lunettes à filtre anti-lumière bleue et ceux avec des lunettes sans. Cet ensemble d'études est très hétérogène de par le nombre de volontaires inclus (d'une personne à 156), leur état de santé (de personnes en bonne santé à celles souffrant de troubles mentaux ou du sommeil) ; et de par la durée de leur suivi (de une à cinq semaines). La plupart des analyses ne fournissent pas de résultats quantitatifs mais plutôt qualitatifs, ce qui entraîne de nombreux biais. Les scientifiques en ont tout de même tiré quelques conclusions. Selon ces 17 études, les lunettes anti-lumière bleue ne réduisent pas la fatigue oculaire et n'augmentent pas la qualité de la vision. Sur le sommeil, les études se contredisent : six d'entre elles suggèrent que les lunettes munies d'un filtre anti-lumière bleue améliorent la qualité du sommeil, trois autres ne montrent aucun bénéfice. Pire, certaines études suggèrent que porter des lunettes anti-lumière bleue peut s'accompagner de migraine, de l'inconfort (certains filtres modifient les couleurs), et même des troubles de l'humeur ; des effets néfastes qui n'ont pas été observés pour les lunettes classiques.

Par Amel B. et Agences

UN DÉCRET ADOPTÉ LORS DU RÉCENT CONSEIL DES MINISTRES

LE BURKINA FASO TABLE SUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES MILITAIRES

Le gouvernement de transition burkinabé réorganise les conditions de vie du personnel des forces nationales. Un décret sur les modalités de fonctionnement de la caisse d'assurance maladie des armées a été adopté. Les modalités "de la chaîne logistique santé" de l'armée burkinabé ont été modifiées. Sur l'initiative du ministère de la Défense, un décret a été adopté lors du récent conseil des ministres. Il fixe le taux, les modalités de prélèvement et de versement des cotisations au titre de la Caisse d'assurance maladie des armées (CAMA), selon un communiqué publié le 18 octobre. L'objectif de la CAMA, créée en avril 2020, est de renforcer "les capacités opérationnelles des forces armées nationales par la mise à disposition du commandement d'un outil de consolidation de la chaîne logistique santé". L'ambition de l'organisme public est aussi de "renforcer le moral de la troupe", selon le texte.

In Agence Sputnik

LE RETRAIT DOIT ÊTRE ACHEVÉ D'ICI LE 31 DÉCEMBRE

LA MINUSMA FERME SA DERNIÈRE BASE DANS LE NORD-EST DU MALI

La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) est sur le point de fermer une septième base dans le nord-est du pays dans le cadre de son retrait effectif du pays, réclamé par Bamako, selon un communiqué de la mission. En effet, les troupes de la Minusma au Mali ont quitté leur base de la ville d'Aguelhok, dans le nord-est du Mali, rapporte ce 23 octobre la Minusma. "La Minusma se retirera d'Aguelhok dans les prochains jours", indique le communiqué. Selon la note, à Kidal, la Mission évalue attentivement la situation en vue d'ajuster son plan de retrait. Elle s'adapte continuellement à l'évolution des choses sur le terrain et à toute une série de contraintes logistiques, au-delà de son contrôle, et qui sont motivées par l'impératif de sûreté et de sécurité de ses forces. Elle le fait en toute transparence et impartialité, conformément aux principes du maintien de la paix. Le 22 octobre, la mission avait déclaré avoir quitté la base située près de la ville de Tessalit, également dans le nord-est du Mali. Auparavant, la mission avait déjà retiré ses soldats de maintien de la paix au Mali des bases de Ménaka, d'Ogossagou (région de Mopti), de Ber et de Goundam (région de Tombouctou). Cependant, avec le retrait de la base de la ville d'Aguelhok, il ne restera des bases militaires françaises que le nom dans la région de Kidal. Ceci dit, plusieurs sont encore fonctionnelles, dont celles de Sévaré, de Douentza (dans le centre du pays), de Gao, de Tombouctou (dans le nord) ainsi que les deux de Bamako. À la demande du Mali, le 30 juin, le Conseil de sécurité des Nations unies avait approuvé à l'unanimité une résolution pour mettre fin à la mission de maintien de la paix dans le pays. Le retrait doit être achevé d'ici le 31 décembre. À en croire le colonel-major Souleymane Dembélé, Bamako poursuivra sa lutte contre le terrorisme, malgré le retrait de la Mission. Il avait assuré que les forces armées maliennes investiraient tous les territoires délaissés dans le sillage du retrait de la Minusma, en reprenant chaque pouce de terrain.

In Agence Sputnik

GUINÉE-CONAKRY

Une épidémie de diphtérie fait une soixantaine de morts depuis juillet 2023

La diphtérie est une maladie hautement contagieuse à prévention vaccinale qui est provoquée principalement par la bactérie *Corynebacterium diphtheriae* et peut être mortelle dans 5 à 10% des cas, le taux de mortalité étant plus élevé chez les jeunes enfants.



L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a confirmé ce jeudi 19 octobre, l'apparition d'une épidémie de diphtérie en Guinée-Conakry, ayant déjà occasionné la mort d'une cinquantaine de personnes depuis juillet 2023 dans la partie orientale du pays. Sur le total des cas rapportés, 520 sont suspects et 18 confirmés avec 58 décès dont 13 parmi les cas confirmés et le taux de létalité sur l'ensemble des cas est de 11%, a indiqué l'OMS dans un communiqué. La pré-

fecture de Siguiri est la plus touchée, avec 510 cas. Les autres préfectures ayant rapporté des cas sont Mandiana (13 cas), Kankan (13 cas) et Kouroussa (2 cas). La diphtérie est une maladie hautement contagieuse à prévention vaccinale qui est provoquée principalement par la bactérie *Corynebacterium diphtheriae* et peut être mortelle dans 5 à 10% des cas, le taux de mortalité étant plus élevé chez les jeunes enfants. La maladie peut être traitée par l'antitoxine diphtérique et au moyen d'antibiotiques. La vaccination antidiphtérique a permis de réduire considérablement la mortalité et la morbidité causées par

la maladie. «Dans les régions où l'accès à l'antitoxine diphtérique est limité, le taux de mortalité peut atteindre 40%», a précisé l'OMS. Selon l'agence, les centres de traitement de la Guinée n'ont pas la capacité en termes de ressources humaines et matérielles pour une prise en charge adéquate des cas infectés. Elle relève aussi l'insuffisance de la couverture vaccinale par l'anatoxine diphtérique, tétanique et coquelucheuse (DTC3), qui était en Guinée de 47% en 2022 et est restée inférieure à 50% depuis 2014. «Ce taux est insuffisant pour atteindre la couverture de 80-85% nécessaire au maintien de la

protection de la communauté», a prévenu l'OMS, notant que cette faiblesse chronique de la couverture vaccinale maintient le risque de diphtérie à un niveau élevé dans le pays. Par ailleurs, l'OMS ne recommande pas l'application de restrictions générales aux voyages ou aux échanges commerciaux avec la Guinée sur la base des informations disponibles pour cet événement. Bien que les voyageurs ne soient pas particulièrement exposés au risque d'infection par la diphtérie, il est recommandé aux autorités nationales de rappeler aux voyageurs qui se rendent dans des zones où sévissent des flambées de diphtérie de se faire vacciner de manière appropriée, conformément au programme national de vaccination établi dans chaque pays, avant leur départ. Pour l'agence onusienne, une dose de rappel est recommandée si plus de cinq ans se sont écoulés depuis la dernière dose.

In Agence Afrique

DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCOSYSTÈME TECHNOLOGIQUE

Gambia Tech Project accompagne et finance les start-up afin de les préparer à un autre niveau de croissance

Gambia Tech Project est un projet louable qui contribue au développement de l'écosystème technologique en Gambie. Il offre des opportunités de réseautage aux jeunes entrepreneurs, tout en jouant un rôle crucial dans la formation de la prochaine génération de leaders technologiques en Afrique. Gambia Tech Project est un programme lancé en 2021 par l'ambassade de France, en collaboration avec l'Alliance française de Banjul, pour favoriser et participer activement au développement d'un écosystème tech qui offre des opportunités et facilite les innovations pour les jeunes entrepreneurs gambiens. Coordonné par Boubacar D. Coly, chef de projet, il dispose d'un espace d'incubation dédié et d'un laboratoire technologique ouvert au public au sein de l'Alliance française, où les entrepreneurs peuvent accéder à différentes ressources et services, tels que des formations, des ateliers, des événements, du mentorat, du conseil et du

financement. «Le projet offrira aux jeunes entrepreneurs une occasion unique d'atteindre leurs objectifs grâce à la technologie. Nos principaux objectifs sont de fournir des ressources humaines et des entrepreneurs de qualité en Gambie, car nous disposons de personnes très créatives, mais le problème réside dans leur vision limitée», a déclaré Boubacar Coly en 2021. Chaque année, et ce, depuis sa création en 2021, le projet se donne pour mission d'accompagner et de conseiller jusqu'à 50 personnes et d'incuber, accélérer et financer jusqu'à 10 start-up. Il crée des opportunités de relations d'affaires et organise généralement deux événements majeurs de tech-entrepreneuriat tous les ans. Parmi les initiatives du Gambia Tech Project figure le Gambia Tech Entrepreneurship Program. Ce programme accompagne les entrepreneurs qui disposent d'une idée ou ont déjà une entreprise dans les domaines de l'agritech, de l'edtech, de la

fintech, du multimédia, de l'art créatif, des solutions durables, de la healthtech, des villes intelligentes et des sciences de l'information et des données, entre autres. La phase d'inscription de l'édition 2024 a été lancée le 16 octobre et prendra fin le 5 novembre 2023. Gambia Tech Project a également accompagné plusieurs autres initiatives, notamment la Fireside Chat and Pitching Competition, qui a été animée en janvier 2023 par Amie Jack, cheffe de produit chez Microsoft. A ce jour, Gambia Tech Project a accompagné 275 entrepreneurs, soutenu 60 projets viables et incubé 10 start-up. Parmi ces dernières, on distingue Hightech Show, qui sensibilise à l'alphabétisation numérique par la création de médias et de contenus, et Green Waste Initiative, une entreprise spécialisée dans la production et la vente de combustibles fabriqués à partir de déchets organiques solides et agricoles.

In We Are Tech Africa

SÉNÉGAL

BP envisagerait de céder ses intérêts dans le gisement gazier Yakaar-Teranga

L'entreprise britannique BP, engagée dans le développement du gisement pétrogazier Greater Tortue Ahmeyim (GTA), souhaiterait se délester de ses participations dans le champ Yakaar-Teranga situé au Sénégal.

C'est ce que révèlent des informations rapportées jeudi 19 octobre par les médias locaux. Le géant pétrolier aurait engagé des pourparlers pour céder les 60 % de participation qu'il détient dans

l'exploration de ce périmètre sur lequel des découvertes de gaz naturel ont été réalisées en 2016.

Aucune information précise n'a filtré concernant la partie avec laquelle BP négocie dans le cadre de ce projet de cession. Toutefois, l'acquisition de ces intérêts par les partenaires de l'entreprise dans Yakaar-Teranga, à savoir Kosmos Energy et la société des pétroles du Sénégal (Petrosen), est évoquée. Kosmos

et Petrosen détiennent respectivement 30 % et 10 % de participation sur ce périmètre.

Outre ses intérêts dans les périmètres en mer de Saint-Louis Offshore Profond et de Cayar Offshore Profond, British Petroleum (BP) a des parts dans la licence Yakaar-Teranga, devant soutenir l'approvisionnement du Sénégal en électricité.

In Agence Ecofin

JEUX MONDIAUX 2023 DES ARTS MARTIAUX

Judo : l'Algérie bat le Maroc et passe en quarts de finale

La sélection algérienne mixte de judo s'est qualifiée aux quarts de finale aux Jeux Mondiaux-2023 des Arts Martiaux qui se déroulent à Ryadh en Arabie Saoudite, en battant le Maroc sur le score de 4-0, lundi, et affrontera la France. L'équipe mixte algérienne était composée de Zina Bouakache, vainqueur de Ziane Wissal par ippon,



Dris Messaoud Redouane qui a fait de même face à Jafy Mohammed (ippon), Amina Belkadi qui a gagné son combat face à Chaïmae Taïbi (ippon) et Aghiles-Imad Benazough, également expéditeur de son adversaire marocain, Jaad Belgaid (ippon). Le dernier combat entre l'Algé-

rienne Sonia Asselah et Jihane El Houmate n'a pas eu lieu, puisque la qualification de la sélection nationale pour les quarts de finale était déjà scellée sur le score de 4-0. En quart de finale, la sélection algérienne affrontera, dans les prochaines heures, la France exemptée des

8^e de finale. L'athlète Dris entrera en lice en premier face au Français Alexandre Rubiano, avant que sa compatriote Belkadi Amina combattra devant Florine Soula. Le 3^e combat opposera l'Algérien Aghiles-Imad Benazough à son adversaire Teo L'Herbier, il sera suivi

de celui entre Asselah face à Dounia Nacer, et Mustapha Yasser Bouamar-Amadou Meite. Le 5^e et dernier combat est prévu entre Zina Bouakache et Chloe Devictor. Le vainqueur du mixte entre l'Algérie et la France jouera pour lors de la demi-finale, le vainqueur du combat entre les Pays-Bas et l'Oubékistan. Il est à rappeler que l'équipe algérienne s'est déplacée avec sept athlètes dont trois dames à Ryadh pour prendre part aux Jeux Mondiaux des Arts Martiaux. Il s'agit de Dris Messaoud (-73 kg), Imad Aghilès Benazoug (-73 kg), Mustapha Yasser Bouamar (+90 kg) et Mohamed El Mahdi Lili (+90 kg) chez les messieurs, ainsi que Zina Bouakache (-57 kg), Belkadi Amina (-70 kg) et Sonia Asselah (+70 kg) chez les dames. Selon les organisateurs, 85 judokas (43 messieurs et 42 dames), représentant 14 pays des cinq continents, vont participer à cet événement planétaire.

CHAMPIONNATS D'AFRIQUE D'AVIRON :

Benchadli et Boudina qualifiés en demi-finales

Les rameurs algériens Nihed Benchadli et Sid Ali Boudina se sont qualifiés lundi pour les demi-finales des Championnats d'Afrique d'aviron actuellement en cours en Tunisie, après avoir dominé leurs séries respectives. Engagée dans la spécialité du Skiff poids lourd, Benchadli a dominé sa série avec un chrono relativement intéressant de 8:10.12, et idem pour Boudina, qui a pris la première place en Skiff poids léger, avec un chrono de 7:16.64. Cette 15^e édition des championnats d'Afrique d'aviron se déroule du 23 au 26 octobre, au plan d'eau du Lac de Tunis. L'Algérie y prend part avec un total de 14 rameurs, dont six sont concernés par la qualification aux Jeux olympiques de 2024 à Paris (France). En

effet, cette compétition continentale (toutes catégories) est qualificative aux prochains Jeux olympiques et Paralympiques 2024. Selon les organisateurs, elle a drainé la participation d'un total de 168 rameurs, représentant 20 pays. Il s'agit de la Tunisie, l'Algérie, l'Angola, le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Cap Vert, l'Égypte, le Kenya, la Libye, le Maroc, la Namibie, le Nigeria, l'Afrique du Sud, le Sénégal, le Soudan, le Togo, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe. Le programme comprend les compétitions du championnat d'Afrique seniors, U23 et juniors, outre les tournois des qualifications olympiques et paralympiques pour les Jeux de Paris-2024. Les spécialités olympiques se disputeront en individuel, messieurs et

dames, ainsi qu'en double messieurs et dames, tandis que les épreuves paralympiques se joueront en individuel messieurs et dames (paraplégie) et en double mixte (paraplégie partielle). Les finales sont prévues le mercredi 25 octobre. De leur côté, les cadets et les juniors tenteront de gagner en expérience, pour augmenter leurs chances de performance lors des importantes échéances internationales à venir, notamment, les Championnats du monde de 2024 et les Jeux olympiques de la Jeunesse (JOJ) de 2026. Le tournoi se déroulera suivant les règlements de la fédération internationale de la discipline, avec quatre finales à chaque journée de compétition.

APS

CAN-2023 :

La CAF dévoile le ballon officiel de la 34^e édition baptisé "Laurent Pokou"

La Confédération africaine de football (CAF) a dévoilé lundi le ballon officiel de la 34^e Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire (13 janvier-11 février), baptisé au nom de la légende ivoirienne Laurent Pokou. La Fédération Ivoirienne de Football (FIF), le COCAN et la CAF ont décidé d'honorer la légende ivoirienne, Laurent Pokou en nommant le ballon de la compétition par son nom. "Un hommage amplement mérité pour celui qui aura marqué l'histoire du football ivoirien et africain. Laurent Pokou, décédé le 13 décembre 2016 à l'âge de 69 ans, a ébloui par son talent le football des années 1960 à 1970", souligne la presse locale. Il obtient une reconnaissance internationale en obtenant le titre de meilleur buteur de la Coupe d'Afrique des nations en 1968 et 1970. Son record de quatorze buts, marqués lors de ces deux éditions de la compétition, n'est battu qu'en 2008, par l'ancien attaquant camerounais Samuel Eto'o. Le ballon officiel du tournoi n'est pas le seul

hommage que l'édition de la CAN 2023 rendra à Laurent Pokou. Le stade de San Pedro a été nommé Laurent Pokou. Un stade qui recevra les matches de poule F. La CAN-2023 se jouera pour la troisième fois en présence de 24 nations, après les éditions 2019 (Égypte) et 2021 (Cameroun). Les nations qualifiées ont été répar-

STADE RENNAIS :

GOUIRI SIGNE SA PREMIÈRE PASSE DÉCISIVE DE LA SAISON

L'international algérien du Stade Rennais, Amine Gouiri, a signé sa première passe décisive de la saison, lors de la défaite concédée dimanche en déplacement dans le derby breton face au FC Lorient (2-1), comptant pour la 9^e journée du championnat de Ligue 1 française de football. Titularisé par l'entraîneur Bruno Genesio, Gouiri a servi Ludovic Blas, qui a remis les pen-

ties sur six groupes de quatre équipes chacun. Les deux premiers de chaque groupe ainsi que les quatre meilleurs troisièmes se qualifient pour les 8^{es} de finale de cette 34^e édition, qui se déroulera dans cinq villes ivoiriennes : Abidjan, Bouaké, Korhogo, Yamoussoukro et San Pedro.

APS

dules à l'heure (1-1) à la 21^e minute. Les Lorientais ont inscrit le but de la victoire peu avant la pause grâce à Isaak Touré (45^e+1). A l'issue de ce résultat, le Stade Rennais reste scotché à la 9^e place au tableau avec 11 points, alors que Lorient se hisse à la 11^e place, en compagnie du Havre AC et du RC Strasbourg, avec 10 points chacun. En 11 apparitions depuis le début du nouvel exercice, Gouiri (23 ans) compte également 2 buts, et reste loin de ses performances réalisées la saison dernière avec un bilan de 17 buts et 6 offrandes en 42 matchs, toutes compétitions confondues. Le joueur formé à

TAEKWONDO/TOURNOI INTERNATIONAL OPEN G1 (2^E JOURNÉE) : CINQ MÉDAILLES DONT 4 EN ARGENT POUR L'ALGÉRIE

La sélection algérienne de taekwondo (cadets, juniors et seniors) a décroché cinq médailles (4 argent et 1 en bronze), à l'issue de la deuxième journée du Tournoi International "Open G1" de Taekwondo qui se déroule du 21 au 23 octobre à la salle Ali Hammad Bin-Attia (Al-Sadd / Qatar), a appris l'APS lundi auprès de la Fédération algérienne de la discipline. Les quatre médailles d'argent ont été décrochées dans la spécialité Kyorugi par Zahra Charef (seniors, +73 kg), Islam Guetfaya (seniors/+87 kg), Salah Djaballah (juniors/+78 kg) et Hadj Youcef Boukhaça (juniors/-63 kg). Une médaille de bronze a été également remportée par la sélection algérienne grâce à Merzougui Mosaâb de la Ligue de Batna (Kyorugi juniors/-73 kg). Douze athlètes algériens (8 messieurs et 4 dames) prennent part au Tournoi International "Open G1" de Taekwondo qui voit la participation de 887 athlètes (messieurs et dames), représentant 41 pays, alors que 28 arbitres internationaux ont été réquisitionnés. Après ce tournoi, les Taekwondoïstes algériens (seniors) iront en Côte d'Ivoire, pour y disputer les Championnats d'Afrique 2023 de la spécialité, prévus les 5-6 décembre prochain, et qui seront également qualificatifs aux Jeux olym-

piques 2024 de Paris (France).

KARATÉ: SIX JUGES-ARBITRES ALGÉRIENS PASSENT AU GRADE INTERNATIONAL

Six juges-arbitres algériens ont réussi leur passage au grade international organisé par la Fédération internationale de karaté en marge des championnats du monde de la discipline qui se déroulent à Budapest en Hongrie, a appris l'APS lundi de la Fédération algérienne de karaté (FAK). Les six juges arbitres algériens sont: Rabhi Omar (référé A Kumité), Boukerche Khaled (référé A Kumité), Zaoui Ryad (référé B Kumité), Birouk Abdelaziz (référé B Kumité), Oujit Naima (juge A Kata) et Youcef Ghezzal (juge A Kumité). Pour rappel, la sélection algérienne de karaté avait pris part aux Jeux Mondiaux 2023 des Arts Martiaux, catégorie des moins de 21 ans (messieurs et dames), organisés les 20-21 octobre en Arabie saoudite. Trois médailles (1or et 2 argent) ont été glanées par les athlètes algériens. La médaille d'or a été remportée par Louiza Abourriche (-55 kg), alors que les deux médailles d'argent ont été décrochées par Sylia Ouikène (-50 kg) et Khadidija Ghellam (-61 kg). Selon les organisateurs, 96 athlètes (messieurs et dames), représentant 42 pays, ont pris part aux épreuves de karaté, inscrites au programme de ces Jeux Mondiaux 2023 des Arts Martiaux.

APS

l'Olympique Lyon, a signé ses grands débuts avec l'équipe nationale le 12 octobre, lors du match amical disputé face au Cap Vert (5-1), au stade Chahid-Hamlaoui de Constantine. Il a rejoint les « Verts » dans le cadre du projet de reconstruction prôné par le sélectionneur national Djamel Belmadi. Il emboîte le pas à d'autres joueurs qui ont choisi de jouer pour l'Algérie à l'image de Badreddine Bouanani (OGC Nice/ France), Houssein Aouar (AS Rome/ Italie), Farès Chaïbi (Eintracht Francfort/ Allemagne), ou encore Rayan Aït-Nouri (Wolverhampton/ Angleterre).

HOMMAGE A LA DIVA DE LA CHANSON ARABE

Warda El Djazairia, la grande voix de l'Algérie dans le monde

Avec un parcours exceptionnel de plus de 60 ans et une voix sublime et puissante qui a résonné sur la scène algérienne et arabe, Warda El Djazairia a toujours représenté l'Algérie à travers des chansons célébrant le combat libérateur et l'indépendance.

Avec un répertoire riche de plus de 300 titres, Warda El Djazairia commence à chanter dès son jeune âge, dans les années 1950, en enregistrant sa première chanson «Toutes des Djamilas», un hymne au combat des femmes pour l'indépendance, à travers une de ses figures, la moudjahida Djamilia Bouhired. De son vrai nom Warda Ftouki, Warda El Djazairia naît le 22 juillet 1939 en France d'une mère libanaise et d'un père algérien, Mohamed Ftouki, originaire de Souk Ahras.

LES DÉBUTS

À l'âge de 11 ans, Warda chante dans l'émission de l'animateur Ahmed Hachlaf diffusée sur Paris Inter. Elle enregistre son premier disque pour Pathé-Marconi. En 1956, après le déclenchement de la guerre d'Algérie, des armes destinées au FLN sont découvertes par la police dans le cabaret de son père.

L'établissement est fermé et la famille expulsée. Sa mère meurt avant leur arrivée à Hamra, un quartier de la capitale libanaise réputé pour sa vie nocturne. Warda chante dans les cabarets de Beyrouth. En 1959, dans un casino de Aley, elle fait la connaissance du compositeur Mohammed Abdelouahab, qui lui apprend le chant classique et adapte à son intention Bi-omri kullo habbitak, qassida du poète Ahmed Chawqi. Gamal Abdel Nasser lui propose d'interpréter Al watan al akbar (ar), une chanson de Mohammed Abdelouahab écrite pour un opéra panarabe.

Warda l'enregistre aux côtés d'autres chanteurs comme Abdel Halim Hafez et Fayza Ahmed. Le réalisateur égyptien de comédies musicales Helmi Rafla lui fait signer un contrat, et la chanteuse poursuit une carrière musicale et cinématographique en Égypte. Elle apparaît dans deux films de Rafla, Almaz wa 'Abdou al-Hâmolî et Amîrat al-'arab.

La jeune Warda a fait ses débuts dans la chanson à Paris, sur la scène de l'établissement «Tam-Tam», propriété de son père, où elle a vu défiler de grands noms de la chanson orientale de l'époque comme Mohamed Abdelouahab, Sabah ou encore Farid El Atrache. La jeune Warda y donne alors sa voix au service du combat libérateur.

La découverte d'armes destinées au FLN (Front de libération nationale) a entraîné la fermeture de cet établissement,



devenu un repère et un lieu de rencontre de la diaspora maghrébine et des militants de la cause algérienne.

La famille de Warda fuit alors la France et s'installe au Liban, où elle continue de chanter son pays, l'Algérie, en pleine guerre de libération, avant d'entamer une longue carrière artistique en Égypte puis en Orient.

Warda continue de chanter l'amour, la joie et l'Algérie. Elle participe à l'opérette «El watan el akbar», composée par Mohamed Abdelouahab et associant des stars de la chanson arabe.

Au début des années 1960, Warda met sa voix au service de la cause nationale en chantant «Nidaa edamir» (L'appel de la conscience), écrite par le poète algérien Salah Kherfi, chantée à l'occasion de la célébration du 6^e anniversaire du déclenchement de la Révolution de Novembre. En 1972, elle participe, sur invitation du défunt Président Houari Boumediene, aux célébrations du 10^e anniversaire de l'indépendance

de l'Algérie en interprétant «Min ba'id», chanson en hommage aux martyrs de la Révolution mais célébrant aussi ses retrouvailles avec sa patrie et ses compatriotes, après une longue absence.

Avant sa disparition, Warda préparait un clip spécial pour célébrer le Cinquenaire du recouvrement de l'Indépendance. Réalisé grâce au génie de Mounes Khemmar, «Ayam», qui verra le jour après le décès de la diva.

En plus de la chanson, Warda El Djazairia a marqué aussi de son empreinte le cinéma et la télévision en Égypte, notamment dans «Amirate El Arab» (1963), «Sawt el hob» (1973), «El Oued el kabir», (1975) et «Awrak el ward» (1979) aux côtés de grands comédiens égyptiens.

Warda El Djazairia s'éteint le 17 mai 2012, au Caire à l'âge de 72 ans. Son corps repose au cimetière El-Alia à Alger.

STYLE MUSICAL ET POSTÉRITÉ

Le musicologue Daniel Caux considère que Warda possède toutes les qualités nécessaires à une chanteuse du monde arabe. Il souligne notamment la justesse de son intonation, son sens du rythme et sa maîtrise des nuances, qui enrichit son chant. Selon Caux, Warda réussit à conjuguer puissance et délicatesse.

Warda, surnommée «la rose algérienne», est l'une des rares chanteuses renommées dans tout le monde arabe, du Maghreb au Machrek. Elle est considérée comme une «diva» de la chanson arabe, au même titre qu'Oum Kalthoum, Sabah ou Fairuz. Son répertoire comprend plus de 300 chansons. Durant sa carrière, Warda a vendu plusieurs dizaines de millions d'albums.

ENGAGEMENT POLITIQUE

La première chanson enregistrée par Warda, durant les années 1950, est un chant patriotique algérien. Par la suite, elle interprète des chansons célébrant le combat puis l'indépendance de l'Algérie, comme Saïdouna Ila El Djibal, Min baide (De loin), Aid El Karama (La Fête de la dignité), Soummam ou encore Biladi Ouhibouki. Avant sa mort, la chanteuse tourne un vidéo-clip, intitulé Mazal wakfin (Nous sommes toujours debout), célébrant le cinquantenaire de l'indépendance. **I.Med**

novembre mais qui pourrait être reportées du fait de la suspension des activités culturelles en raison de l'agression sioniste contre la Palestine, selon la même source.

Les œuvres retenues de durée n'excédant pas 40 minutes ont été produites entre 2020 et 2023, a déclaré Koudri qui a souligné que les trois premières œuvres dans chaque catégorie seront primées. Le programme de ces journées qui se tiendront à la maison de la culture Moubarek El Mili prévoit également une exposition sur l'histoire du cinéma algérien et des ateliers de formation à la réalisation de documentaire et court-métrage, a indiqué le président de l'association Milah. **I.Med/agence**

CINÉMA

29 œuvres aux journées nationales milah du film documentaire et court-métrage

Le colloque international sur le «Patrimoine culturel subaquatique, recherche et protection», prévu du lundi au vendredi à Tipasa, a été reporté à une date ultérieure, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction du Centre national de recherche en archéologie (CNRA). Selon la directrice du CNRA, Amel Soltaïni, des représentants de trois pays étrangers et d'une organisation onusienne, ainsi que des chercheurs, experts et étudiants algériens dans le domaine de l'archéologie et des vestiges immergés, devaient prendre part à cette rencontre qui a été finalement

reportée par le ministère de tutelle, «en raison de l'escalade de l'agression barbare contre le peuple palestinien sans défense à Ghaza et dans d'autres villes palestiniennes». Pour rappel, le CNRA, visait, à travers cette rencontre, la sécurisation et la protection du patrimoine culturel immergé dans le littoral algérien, à travers l'élaboration d'une stratégie nationale claire et définie ainsi que la formation et le renforcement des connaissances des chercheurs algériens dans le domaine des vestiges immergés. **I.Med**

a précisé, Koudri à l'APS. Les 17 courts-métrages et 12 films documentaires concourent durant ces journées prévues du 31 octobre au 2

cen, Alger, Laghouat, Sidi Bel Abbès, Mostaganem, Jijel, Médéa et Mila,

MULTIPLICITÉ DES LANGUES EN ALGÉRIE

L'arbre à paroles

L'association Milah de la commune de Mila a reçu 29 œuvres artistiques candidates aux journées nationales Milah du film documentaire et court-métrage, a indiqué lundi le président de l'association, Mohamed Lotfi Koudri. Ces œuvres représentent durant cette manifestation placée sous le slogan «notre histoire inspiration, notre présent créativité» 26 wilayas dont Tlem

République Algérienne Démocratique et Populaire
Direction des ressources en eau
De la wilaya de Khenchela
MATRICULE FISCAL : 0984400190001/41 053
AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel n° :15/247 du : 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics ,la direction des ressources en eau de la wilaya de Khenchela informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participés à l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales relatif à l'opération : **suivi technique de réalisation et équipements de station d'épuration des eaux usée chechar** paru dans les quotidiens suivante :

2023/09/19 العاصمة نيوز
 - dans le BOMOP. L'express 19/09/2023

Qu'à l'issue de jugement des offres le marché est provisoirement attribué à :

Désignation	Entreprise	Note offre technique	Montant avant correction en TTC DA	Montant apres correction en TTC DA	Observation
suivi technique de réalisation et équipements de station d'épuration des eaux usée N chechar	Hydro projet engineering HPE	70	49.280.000.00	49.280.000.00	offre unique qualifier techniquement

B : Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya dans un délai de dix (10) jours à partir de la première parution de cet avis d'attribution provisoire, et ce conformément à l'article 82 du décret présidentiel n° :15/247 du : 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics.

Les soumissionnaires qui souhaite prendre connaissance des résultats de l'évaluation de leurs candidatures offre technique et financière , peuvent se rapprocher de services de la direction des ressources en eau de la wilaya de khenchela au plus tard dans les trois (03) jours a compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marche pour leurs communiquer ces résultats

L'EXPRESS DU 25/10/2023

ANEP : N° 2316025918

L'EXPRESS
 L'express le quotidien
 @L'expressAlgerie - Journal

À propos
 L'Express s'engage, d'avis et déjà, à accompagner la marche de l'Algérie vers un avenir meilleur et à contribuer de façon efficace aux efforts d'infra...
 300 personnes aiment ça, dont 3 de vos amis
 411 personnes sont abonnés
 https://www.l'expressalgerie.com/

CONTACTEZ LE SERVICE PUB AU NUMÉRO DE TÉLÉPHONE/ FAX : 023.70.99.92

Sur page Facebook: L'EXPRESSDZ

L'EXPRESS
 L'ARGENTINE SUR LE TOIT DU MONDE
 MESSI

Contactez le service pub au numéro de téléphone/ fax : 023.70.99.92

CHINE

Découverte d'un vaste gisement de gaz de houille

La société chinoise CNOOC a annoncé lundi dernier la découverte d'un vaste gisement de méthane de houille à réservoir profond dans le nord du pays, dont les réserves géologiques prouvées s'élèvent à plus de 100 milliards de mètres cubes (mmc) de gaz. Il s'agit de la deuxième découverte importante de gaz à terre pour le producteur de pétrole et de gaz

offshore. Le puits de découverte, SM2-33-CH1, qui fait partie du champ de gaz de houille de Shenfu à Yulin, dans la province de Shaanxi, a trouvé 16,5 mètres de veines de charbon à environ 2 011 mètres sous la surface, a déclaré CNOOC dans un communiqué.

Le puits a produit 19 000 mètres cubes de gaz par jour lors d'un essai de pro-

duction. Shenfu devient le deuxième grand gisement de méthane de houille de CNOOC après le gisement de Linxing, dans la province voisine de Shanxi, découvert au début de 2021 et dont les réserves prouvées sont de taille similaire. Au total, plus de 100 puits d'exploration ont été planifiés à Shenfu, a ajouté CNOOC. CNOOC devrait publier ses résultats

du troisième trimestre mardi dernier. La compagnie pétrolière nationale s'est engagée en 2020 à augmenter la part du gaz naturel pour qu'il représente la moitié de sa production totale d'ici 2035, contre 21 % en 2021, afin de contribuer à l'objectif national de neutralité carbone d'ici 2060.

In Zone Bourse

IL CONCERNE SIX PAYS DU GOLFE

Le visa touristique unifié du CCG sera introduit entre 2024 et 2025

Le ministre de l'Économie, Abdullah bin Touq Al Marri, a annoncé que les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) mettront en place un visa touristique unifié dans les deux prochaines années, qui permettra aux détenteurs de visas de voyager dans les six pays du Golfe. Al Marri a déclaré que la septième réunion des ministres du tourisme du CCG, qui s'est tenue à Oman, a approuvé à l'unanimité la mise en place de ce visa, qui sera présenté lors du prochain sommet du CCG. Dans une déclaration à l'Agence de presse des Émirats (WAM), le ministre a indiqué que des règlements et une législation spécifiques pour le visa seront élaborés, avec un déploiement ciblé entre 2024 et 2025, sous réserve que les systèmes internes de chaque pays du CCG soient prêts. Al Marri a souligné que ce nouveau visa ouvrira des portes aux voyageurs, en leur donnant accès à six pays au moyen d'un seul visa touristique unifié, ce qui favorisera à terme la synergie économique dans toute la région du Golfe. Il a déclaré que les Émirats arabes unis se préparaient à accueillir le nouveau flux de touristes internationaux avec l'introduction du visa unifié. Le Conseil du tourisme des Émirats a élaboré une route touristique au sein des Émirats arabes unis qui relie les sept émirats, a déclaré le ministre. Cette décision stratégique permet aux Émirats arabes unis d'être bien préparés et équipés pour l'intégration avec le CCG, dès l'activation complète du visa touristique unifié, introduisant ainsi un nouveau produit touristique attrayant pour captiver les touristes internationaux dans la région du golfe arabe. "Cette initiative fait partie intégrante de la stratégie touristique CCG 2030, conçue pour accroître la contribution du secteur du tourisme au PIB grâce à l'augmentation des voyages entre les pays du CCG et à l'augmentation des taux d'occupation des hôtels, transformant ainsi le CCG en une destination mondiale de premier plan pour les touristes régionaux et internationaux", a ajouté le ministre des Émirats arabes unis. La contribution actuelle du secteur du tourisme au PIB des Émirats arabes unis est de

14 %, et l'objectif est de porter ce chiffre à 18 % pour atteindre les objectifs stratégiques de la nation en matière de tourisme. Al Marri a également souligné que les pays du CCG possèdent des infrastructures de voyage et de tourisme sophistiquées et qualifiées. À la fin de l'année 2022, le CCG comptait un total de 10 649 établissements hôteliers, soit une croissance de 1,2 % par rapport à 2016. Au sein du CCG, les Émirats arabes unis comptent à eux seuls 1 114 établissements hôteliers, ce qui les place en deuxième position après l'Arabie saoudite. Le nombre total de chambres d'hôtel dans le CCG a atteint 674 832, avec une croissance de 0,4 %. Il a ajouté que la stratégie touristique commune du CCG "2023-2030" vise une augmentation annuelle de 7 % des voyages entrants dans les pays du CCG. Le nombre de visiteurs dans les pays du CCG a atteint 39,8 millions l'année dernière, soit une croissance de 136,6 % par rapport à 2021, l'objectif étant d'atteindre 128,7 millions de visiteurs d'ici 2030. Les pays du CCG ont pour objectif d'augmenter les dépenses des touristes entrants de 8,0 % par an. Elles devraient atteindre 96,9 milliards de dollars d'ici la fin de 2023, avec une croissance de 12,8 % par rapport à 2022, et 188 milliards de dollars d'ici 2030. Il a précisé que les pays du CCG ont pour objectif d'augmenter la contribution directe du secteur des voyages et du tourisme au PIB de 7 % par an. La valeur ajoutée totale au PIB du secteur des voyages et du tourisme des pays du CCG devrait atteindre 185,9 milliards de dollars en 2023, avec une croissance de 8,5 pour cent par rapport à 2022, où elle a atteint 171,4 milliards de dollars. Al Marri a souligné que les pays du CCG comptent 837 sites touristiques, dont 399 aux Émirats arabes unis, ce qui fait de ce pays le leader du CCG en termes de nombre de sites touristiques. Les Émirats arabes unis accueillent également la majorité des événements et des activités touristiques des pays du CCG, avec 73 événements touristiques sur un total de 224 dans la région du Golfe.

In Agence WAM

LA GRÈVE DANS L'AUTOMOBILE ÉTENDUE À UNE GROSSE USINE DE STELLANTIS

Ce sont 6 800 employés supplémentaires qui sont appelés à cesser le travail dans ce que le syndicat qualifie de « plus grande et plus lucrative usine de Stellantis aux États-Unis ».

Le syndicat United Auto Workers (UAW) a décidé lundi de mettre à l'arrêt une seconde usine de convergence, un site de Stellantis dans le Michigan, dans le cadre de la grève touchant les trois grands constructeurs automobiles américains depuis mi-septembre. « Lundi matin, 6 800 membres de l'UAW de l'usine d'assemblage de Sterling Heights (SHAP) ont rejoint la grève, arrêtant la production de la plus grande et plus lucrative usine de Stellantis » aux États-Unis, a annoncé le syndicat dans un communiqué. Cela porte le total de grévistes chez Ford, General Motors et Stellantis à plus de 40 000, sur leurs 146 000 employés encartés à l'UAW. C'est la première fois que les « Big Three », les trois constructeurs historiques américains, sont ciblés en même temps. Stellantis s'est dit « indigné » par cette décision, estimant dans un communiqué que « la stratégie dérangeante de l'UAW de "blesser" les trois constructeurs « aura des conséquences durables » sur le secteur et sur les économies locales et nationale. Le groupe explique avoir déposé jeudi dernier une offre améliorée, comprenant une hausse salariale de 23 % sur quatre ans, une augmentation de près de 50 % des contributions au plan d'épargne pour les retraites et des garanties en matière de sécurité d'emplois. Évoquant des « conversations semblant constructives » qui s'en sont suivis, il affirme être toujours dans l'attente d'une contre-proposition. D'après une source proche des tractations, les négociations sont « très actives » et « intenses ». Depuis le lancement de la grève, l'UAW distribue bons et mauvais points au gré de l'évolution des discussions, allongeant la liste des sites en grève en cas de résistance d'un ou plusieurs groupes et maintenant un statu

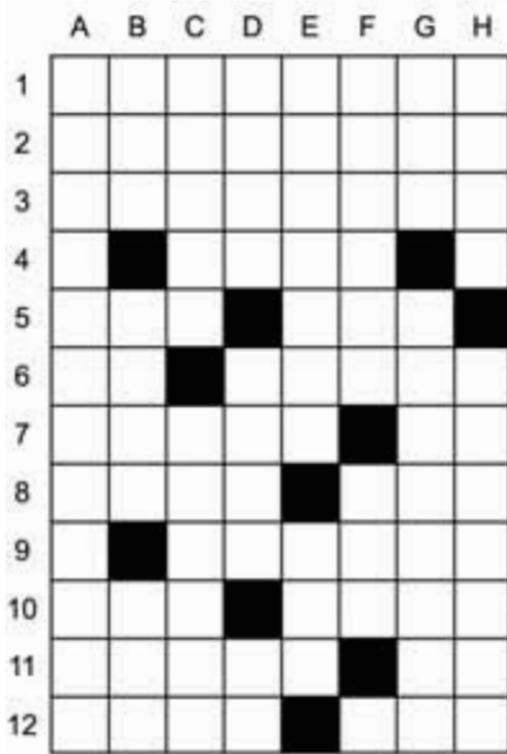


quo en cas d'avancées. Il visait des usines secondaires jusqu'au 11 octobre quand il a frappé un grand coup avec la mise à l'arrêt de la Kentucky Truck Plant (KTP), plus grande usine de Ford. Elle génère 25 milliards de dollars de chiffre d'affaires par an. Le couperet est tombé cette semaine sur Stellantis (propriétaire de Chrysler, Jeep, Ram, Dodge, Peugeot, etc.) du fait de « lacunes » persistantes dans sa dernière proposition. Son usine SHAP, de plus de 460 000 m², produit l'un des véhicules les plus vendus du groupe : la camionnette Ram 1500. Stellantis n'a pas souhaité fournir de détails sur sa production. Selon le site spécialisé Kelley Blue Book, le modèle 2024 de base est vendu à partir de 38 750 dollars, mais peut grimper jusqu'à plus de 65 000 dollars suivant les versions. « Bien qu'ayant le chiffre d'affaires le plus élevé, les bénéficiaires les plus hauts [en Amérique du Nord et dans le monde], les plus importantes marges opérationnelles et le plus de liquidités en réserve, Stellantis reste à la traîne derrière à la fois Ford et General Motors », écrit lundi le syndicat. Selon lui, le groupe a présenté la « pire offre » concernant notamment l'évolution salariale, la rémunération des travailleurs temporaires ou encore les mesures d'adaptation au coût de la vie (COLA). Des responsables de la perma-

nence syndicale de SHAP s'affairaient lundi matin à l'usine pour organiser la logistique liée au débrayage, en particulier pour l'inscription des employés au fond d'aide du syndicat. Les grévistes, ainsi que les travailleurs licenciés faute d'activité dans les sites non grévistes, reçoivent en effet 500 dollars par semaine. Ce mouvement « est destiné à nous aider à obtenir une convention collective juste et équitable », a expliqué Michael Spencer, vice-président de cette antenne syndicale. « Ils vont dans la bonne direction, mais ils ne sont pas encore arrivés au bout ». « Il est temps qu'ils soient sérieux autour de la table des négociations », a-t-il fait valoir. Depuis le début des négociations en juillet, les constructeurs ont revu à la hausse leurs propositions – les qualifiant désormais de « re-cord » –, mais pas suffisamment pour le syndicat. M. Fain a reconnu vendredi que les offres étaient sans précédent, mais « elles interviennent après des décennies de baisses record ». Kumar Galhotra, un dirigeant de Ford, a affirmé le 12 octobre que le groupe avait « atteint la limite ». Il a vanté une offre « incroyablement positive » qui hisserait le personnel de Ford parmi les 25 % des meilleurs emplois aux États-Unis en termes de salaires horaires et d'avantages.

In La Presse

Mots Croisés



HORIZONTALEMENT

- A. Il exprime toute notre gratitude.
- B. Variété de pomme (d'). Bénédiction avec urbi. Elle s'enfonce dans les côtes.
- C. Aéral la terre. Anneau pour un aviron.
- D. Jeune mais déjà têtue. Il domine dans le Jura. Pour la Sainte Vierge.
- E. Base de la farine. Pouffe.
- F. Élevée dans un parc. Pieu très pointu.
- G. D'un auxiliaire. Exploitant d'un navire.
- H. Qui ne fait pas partie d'un monde imaginaire. Elle tient chaud la nuit.

VERTICALEMENT

- 1. Dire et redire.
- 2. Telle une affaire difficile à mener.
- 3. Un tout petit groupe dans un grand groupe.
- 4. Château pour Diane.
- 5. Il bat une dame. Joli perroquet.
- 6. Le chrome en bref. Employé de notaire.
- 7. Ancien Espagnol. Mémoire de disque.
- 8. Pays de l'Union. Ville au pied des Pyrénées.
- 9. Couche sédimentaire.
- 10. Temps sans commune mesure. Terre antillaise.
- 11. Contredisant. Vieille note.
- 12. Abri de toile. Bœuf préhistorique.

LES MOTS FLÉCHÉS

Clues:

- DIRCON-FÉRENCES
- RADAR DES FONDS
- ASTRE NOCTURNE
- ESPAGNOL D'AUTRE-FOIS
- CADEAU À DIANE
- EFFACÉE PETIT À PETIT
- ÉCHU PAR DROIT
- UN VRAI POISON !
- LAIT ENFANTIN
- PRÉNOM MASCULIN
- NCR-MALISER
- ABNÉ-GATION
- IL RÉDUIT LE COÛT DE L'AS-SURANCE
- DERNIER MATCH
- COEFFI-CIENT DE MATHS
- MYOPE
- IL RAPPORTE DIX POINTS À LA BELOTE
- BIEN MAL PRO-NONCÉ
- UNE BANDE À LA RADIO
- NOUVEAU CHEF DU PER-SONNEL
- DE VILLE, IL NE PRO-POSE PAS DE CHAM-BRES
- OPUS ABRÉGÉ
- AXES OPPOSÉS
- CÔTÉ D'UN LEVER
- ANCIENNE COLÈRE
- PRONOM RÉFLÉCHI
- MOT À MOITIÉ
- CHAMP OÙ BROUENT LES VACHES
- C'EST L'OCCA-SION... OU JAMAIS NETTOYAI
- CORTÈGE DE MARIAGE
- FILS D'UN PROCHE
- BARRAGES CONTRE LES VAGUES
- FIN
- SAPEUR-POMPIER
- TYPE DE SOCIÉTÉ
- AMASSER UN PÉCULE
- IL COULE DU PIS
- S'ES-CLAFFE BÉTEMENT
- GAIN
- COBALT AU LABO
- COUVER-TURES DE MAISONS
- DÉTÉR-MINANT DÉMONS-TRATIF



SIDOKU

				1	4	8		
						9		
	2	4	5	6	8	7		
1	5	8						3
			7		1			
3						4	1	2
		5	8	9	7	1	4	
		6						
		9	2	5				

1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

AMBROISIE AUSCULTER BLAFARD EGLISE EPARGNE FEBRILE FISC FLEURISTE GIRL
ILLUSOIRE INDIVIDU INSCRIRE ISOLANT JEEP KINESISTE KRAK MISCIBLE PETROLE
PINEDE REVANCHE TRAC VOEU VOYELLE ZONAGE

C	S	I	F	V	V	Z	K	A	R	K	A
E	D	N	L	E	O	F	O	E	I	M	T
H	R	D	E	L	E	Y	T	N	B	N	E
C	A	I	U	B	U	L	E	R	A	P	E
N	F	V	R	I	U	S	O	L	A	G	D
A	A	I	I	C	I	I	O	R	L	C	E
V	L	D	S	S	S	S	G	I	T	E	N
E	B	U	T	I	I	N	S	G	R	E	I
R	A	E	E	M	E	E	I	J	E	E	P

HYDROCARBURES

L'OFFSHORE EN DISCUSSION AVEC L'ITALIEN ENI

En marge de sa participation à la conférence et exposition OMC Med Energy, à Ravenne en Italie, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, s'est entretenu, hier, avec Claudio Descalzi, le P-DG de la compagnie italienne, ENI, a rapporté un communiqué du ministère. Le communiqué précise que les discussions ont porté sur les activités actuelles et futures d'Eni en Algérie, sa participation dans le

domaine du développement des hydrocarbures, notamment l'exploration, et les moyens de renforcer le partenariat avec Sonatrach. Dans le cadre des discussions sur le renforcement du partenariat entre Sonatrach et ENI, les deux parties ont évoqué notamment l'exploitation des hydrocarbures en offshore, les énergies renouvelables, l'hydrogène et la réduction des émissions carbone. S'exprimant à l'occasion,

le P-DG d'ENI, M. Descalzi, a exprimé sa grande satisfaction quant à la qualité du partenariat entre Eni et Sonatrach, tandis que le ministre italien de l'Environnement et de la Sécurité énergétique, M. Gilberto Bechetto Frattin, a remercié les efforts déployés par l'Algérie pour assurer la sécurité énergétique dans la région, notamment dans le domaine de l'approvisionnement en gaz naturel.



Alger

● Ouargla

37°

● Oran

24°

● 24°

● Constantine

23°

16

FADJR
05:30

DOHR
12:32

ASR
15:35

MAGHREB
18:00

ISHA
19:23

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 25 OCTOBRE 2023 // N°669 // PRIX 20 DA

LE 26^e SALON INTERNATIONAL DU LIVRE D'ALGER (SILA) S'OUVRE AUJOURD'HUI

Tapis rouge pour la littérature africaine

Le 26^e SILA verra la participation de 267 exposants algériens, 361 en provenance des pays arabes et 625 de diverses nationalités. Parmi les personnalités conviées à encadrer ces 40 activités culturelles et littéraires de ce 26^e Salon, figurent Rachid Boudjedra, Waciny Laredj, Maissa Bey et Habib Sayah, Calixthe Beyala du Cameroun...



Le 26^e Salon international du livre d'Alger (SILA) s'ouvre aujourd'hui au Palais des expositions des Pins maritimes (SAFEX). Selon les organisateurs, 1 283 maisons d'édition issues de 61 pays sont attendues à l'occasion de cette manifestation culturelle qui accueillera l'Afrique en invité d'hon-

neur. Plusieurs activités intellectuelles et culturelles et des rencontres avec des écrivains sont au menu de cette édition organisée sous le slogan « L'Afrique écrit son avenir ». Le salon se poursuivra jusqu'au 4 novembre prochain. Les activités prévues dans cet espace se poursuivront avec l'organisation d'autres col-

loques, notamment sur « La communauté soufie algéro-africaine, un soft power pour l'avenir de l'Afrique », le leader sud-africain Nelson Mandela (1918-2013) à l'occasion du dixième anniversaire de sa disparition, « L'héritage de Frantz Fanon dans le monde », ou encore « Le livre papier et le livre numérique et leur circula-

tion en Afrique ». Ainsi, le 26^e SILA verra la participation de 267 exposants algériens, 361 en provenance des pays arabes et 625 de diverses nationalités. Parmi les personnalités conviées à encadrer les 40 activités culturelles et littéraires de ce 26^e Salon, les Algériens Rachid Boudjedra, Waciny Laredj, Maissa Bey et Habib Sayah, Calixthe Beyala, du Cameroun, Tierno Mone-nembo, de Guinée, et Fatoumata Keita, du Mali. Le salon accueillera également Ibrahim Nasrallah et Yahia Yakhlef, de Palestine, Majdoub Al-Aidaros, du Soudan, Ahmed Al-Jawa, de Tunisie, Nabil Suleiman, de Syrie, Ayman Al-Atoum, de Jordanie, en plus de Todd Shepard, des Etats-Unis d'Amérique, Veronica Gonzalez Laporte, du Mexique, et Ilan McAteer de Grande-Bretagne. La 26^e édition du SILA sera officiellement inaugurée aujourd'hui. Mais elle ne sera ouverte au grand public qu'à partir de demain.

Y.S.

BRI DE BÉJAÏA

SAISIE DE PRÈS DE DEUX KG DE KIF ET ARRESTATION D'UN GROUPE DE CRIMINELS

Les éléments de la BRI relevant de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Béjaïa ont réussi à mettre hors d'état de nuire au cours de cette semaine, un groupe de criminels spécialisés en trafic de drogue, composé de cinq personnes âgées entre 29 et 52 ans, tous originaires de Béjaïa, et à saisir près de 2 kg de kif traité, selon un communiqué de la cellule d'information et de communication de la Sûreté de wilaya de Béjaïa. Suite à des informations parvenues aux éléments de la police faisant état de l'existence d'un groupe de personnes spécialisées dans le trafic de drogue qui s'apprétaient à conclure une vente de drogue la nuit au niveau du village Ighil Ouzoug, au centre-ville, une enquête a été ouverte qui a conduit à l'identification du groupe. L'opération s'est soldée par l'arrestation de deux sus-

pects qui se sont approchés à bord d'une moto à proximité de la mosquée d'Ighil Ouzoug et la saisie d'un sac en plastique contenant 15 plaques de drogue (kif traité) de 1500 g. Après investigation, les éléments de la BRI ont également arrêté le fournisseur principal et deux de ses complices, et la récupération de 10 plaquettes de drogue de 06 g chacune, ainsi qu'une plaquette de kif traité d'environ 97 g, précise notre source. Par ailleurs, une somme très importante d'une valeur de 412 000 DA et une somme en devises estimée à 250 euros. Présentés devant les juridictions compétentes pour répondre des chefs d'inculpation de trafic, détention et vente de stupéfiants dans le cadre d'un groupe criminel organisé, ils ont été placés sous mandat de dépôt.

I.M.

UNIVERSITÉ DE BÉJAÏA :

Les étudiants font grève

Pour le troisième jour consécutif, l'université de Béjaïa a été paralysée par un mouvement de grève de étudiants, avec le blocage des accès aux différents campus, notamment Targa Ouzemour et celui d'El-Kseur, contrairement au campus Aboudaou, les étudiants ont carrément fermé les blocs d'enseignement. Les étudiants maintiennent toujours la pression, et campent sur leur position. En effet, l'un des protestataires que nous avons rencontré hier devant le portail des camps de Targa Ouzemour nous dira : « L'annulation de toutes les décisions prises notamment par les responsables de l'université contre les étudiants, particulièrement les exclus » et dans une plateforme de revendications rendue publique et publiée sur la page Facebook de la CLE (Coordination locale des Etudiants) caractérisée par plusieurs

volets, à savoir pédagogique et administratif. Pour le premier, volet, « la réintégration inconditionnelle de tous les étudiants », la réouverture de la bibliothèque du campus de Targa Ouzemour, fermée depuis trois ans, et l'ouverture de toutes les bibliothèques jusqu'à minuit, y compris les samedis, l'accès des étudiants résidents et non résidents à toutes les cités universitaires. Dans la même plateforme, les étudiants protestataires lancent un appel à l'apprentissage bilingue (français-anglais), notamment dans le fonctionnement de l'université, et la non-délivrance des documents administratifs en langue arabe (certificat de scolarité) à titre d'exemple, « préservation du caractère bilingue (français et anglais) du fonctionnement de notre université au sens administratif (émission de certificats de scolarité

en arabe) et pédagogique et mise à terme de la politique d'arabisation menée par des apprentis sorciers à des fins idéologiques » et également, « l'arrêt du fonctionnement de la numérisation et le système de reconnaissance faciale, jusqu'à la mise en place d'une base de données unie et consacrer simultanément le principe intangible à la libre circulation des étudiants dans l'enceinte des franchises universitaires », ajoutent les rédacteurs du document. Pour le volet hébergement et transport, les rédacteurs de la plateforme exigent le renforcement en moyens de transport aux résidents dans des villes lointaines, comme Tazmalt, Kherrata et Beni Ksila, l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité au sein des résidences universitaires, mettre à disposition des chambres universitaires au profit des

doctorants, et l'arrêt immédiat de toutes les intimidations judiciaires à l'encontre des étudiants activistes. M. Mohamed SENNI, DOU de Béjaïa, que nous avons rencontré au niveau de la direction des Œuvres Universitaires, nous précise : « Nous n'avons jamais interdit aux étudiants l'accès aux résidences ». Et il ajoute : « Des moyens techniques et numériques ont été mis en place dans toutes les résidences afin d'améliorer les conditions et assurer la sécurité des étudiants ». Enfin, les étudiants lancent un appel aux responsables administratifs pour un « débat responsable et le retour à l'exercice de souveraineté estudiantine à travers des structures autonomes, pour trouver des solutions à tous les problèmes », lit-on dans le même document

Idir M.

